

## 40ste ZITTING.

ZITTING VAN DONDERDAG 19 FEBRUARIJ 1818. (1)

(GEOPEND TEN 11 URE.)

Behandeling van het wets-ontwerp houdende veranderingen  
in de wet van den 3den October 1816 op de regten  
van den in- en uitvoer.

Voorzitter, de heer van Wickevoort Crommelin.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 74 leden, te weten, de  
heeren:

van Heiden Reinestein, Metelerkamp, Lycklama à Nijholt,  
Voet van Winssen, van Markel Bouwer, Della Faille d'Huyse,  
Faber, A. G. Verheijen, van Hogendorp, Hope, A. J. J. H.  
Verheijen, de Lebidart, van Heerdt tot Eversberg, Serruys,  
van Spaen van Biljoen, Gendebien, van Hees, de Troije, Rosier,  
van Boetzelaer, van Sytzama, Repelaer, de Floen d'Adlercrona,  
Duvelaer van de Spiegel, Hennequin, de Moor, Meeus, J. Clifford,  
de Vaernewijck d'Angest, Wasseige, Reigersman, Fontein  
Verschuur, van Lidth de Jeude, Bijleveld, van Schuylenburch  
van Bommenede, van Iddekinge, Nagelmaekers, F. J. Dubus,  
van Wassenaer Pancras, van Lijnden van Hoevelaken, Dubus de  
Gisignies, Deutz van Assendelft, Huyssen van Kattendyke, de  
Vinck van Wezel, Reyphins, van Panhuys, Dotrenge, van  
Randwijck, van Crombrughe, van Suchtelen tot de Haere,  
Baesen d'Hautain, 's Jacob, Carbasius Bzn., Roest van Alkemade,  
Bentinck tot Nyenhuis, Alberda van Rensuma, Kemper, van  
Alphen, G. Clifford, Pesters van Cattenbroek, C. E. E. Collot  
d'Escury, d'Omalus Thierry, de Codt, de Serret, Jarges, de  
Pitteurs Budingen, de Tornaco de Berlo, Membrède, Collard,  
d'Onyn de Chastre, van Heeckeren tot Kell, de Surlet de  
Chokier, de Goër en Paul Maibe.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden  
gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is opgemaakt naar: 1° de *Officiële Notulen* van het verhandelde op dezen dag; 2° *Nederlandsche Staats-Courant* n° 44; 3° *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 971.

Aan de orde is de beraadslaging over het WETS-ONTWERP  
HOUDENDE VERANDERINGEN IN DE WET VAN DEN 3DEN OCTOBER 1816  
OP DE REGTEN VAN DEN IN- EN UITVOER.

Die beraadslagingen worden geopend (1)

M. Reigersman (2) prend la parole. Il se propose d'être succinct autant que possible, et de passer sous silence et la loi et la plus grande partie des articles. Il rappelle à la Chambre qu'il s'est rangé, au mois de Septembre 1816, du côté des membres qui ont voté contre le système que S. M. avait, dans les meilleures intentions et afin de concilier les différents intérêts de ses sujets, adopté comme un essai, et proposé à cette Assemblée. Envisageant encore ce système sous le même point de vue, il pense que ce n'est pas encore le moment de le remplacer par un nouveau. Il se plaît à croire qu'au total les amendements que l'on y a fait, comporteront des améliorations.

Il est toutefois, suivant lui, un point essentiel et très-extraordinaire qu'il croit ne pas pouvoir passer sous silence, et auquel il est parfaitement convaincu de ne pas devoir adhérer: point qui, à le bien considérer, lui paraît s'accorder très-peu avec le but, objet de ce moyen, qui, ainsi que le Directeur-Général l'a fait observer à cette Assemblée, dans son discours du 29 Janvier, devait tendre, moins à alimenter ou à grossir le Trésor public, qu'à favoriser principalement la splendeur et la prospérité des fabriques, la main d'œuvre et le commerce, et à les concilier et mettre en harmonie, autant que possible; point qui, au contraire, comporte des entraves et doit ainsi affecter, non-seulement le commerce en général, mais encore les fabriques en particulier, et être préjudiciable à tous égards. aux sujets de S. M., en ce que non-seulement il favorisera outre mesure une partie comparativement très-petite de la nation, mais se rendra même tributaire toute la nation au grand préjudice du Trésor public. Il veut parler de la dernière subdivision de l'art. 3, ayant pour titre *le sel*, lequel est ainsi conçu:

« Il sera perçu sur le sel raffiné, importé par des vaisseaux étrangers, un droit d'entrée d'un florin par quintal, indépendamment de ce qui sera perçu sur cet article par l'Administration des Impositions Indirectes. »

La Section dont il fait partie, (dit-il) a unanimement approuvé les dispositions de cet article, et communiqué à la Section Centrale, par l'organe de son Président, ses objections sur ce point. Mais elle a été très-surprise de ce qu'on n'a eu aucun égard à des réflexions aussi motivées, et de ce que, même après la proposition ultérieure du 13 Février, on n'a pas admis la moindre modification. Sa Section (répète-t-il) a été comme lui fort étonné, en ce que cette disposition comporte plus qu'une prohibition complète, crée un monopole absolu et constitue un véritable octroi exclusif, au profit des seuls propriétaires de vaisseaux indigènes qui voyagent sur fret, et au préjudice notable au commerce en général, et particulièrement des saliniers et autres trafiquants qui ont besoin de tant de sel, et cela d'un article de première nécessité, et ainsi dans le fait, aux dépens de chacun des sujets de S. M., considérés comme consommateurs, dans ces temps d'une cherté continuelle de toutes choses. Il tient pour impossible que telle put être l'intention de S. M., qui n'a en vue que de faire et de concilier le bien être de tous ses sujets, et qui par conséquent, dans un état de choses signalé de tous côtés n'accordera pas volontiers de semblables octrois.

Cet impôt, (se demande-t-il) qu'est-ce autre chose qu'une prohibition complète, si on calcule qu'on bon *kof* des Pays-Bas, ou un bâtiment de la même capacité, peut charger 400,000 livres de sel, et compter ainsi, concurremment à un vaisseau étranger de cette grandeur, sur une prime de f 4000 pour un voyage d'une aussi courte durée que l'est celui qui est nécessaire pour transporter du sel, tandis que l'on considère déjà comme insuffisante une prime de f 500, accordée en faveur de la pêche du hareng et de celle du cabelliau d'Islande?

Qu'est-ce, (poursuit-il) autre chose qu'un véritable monopole, — contre lequel on s'est si fort élevé dernièrement et qui, de tous côtés, même par le Gouvernement, est considéré avec raison comme nuisible, et incompatible avec la nature de la Constitution de notre état social. — Qu'est-ce autre chose qu'un octroi, que, pour ainsi dire, la création d'une corporation de marchands de sel,

(1) Op enkele uitzonderingen na, werd deze beraadslaging in het Fransch gevoerd.

(2) Zie *Nederlandsche Staats-Courant* n° 56 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1034 (Fransch).

XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

un octroi illimité, attendu que le prix du fret n'est pas même fixé, et qu'ainsi le frèteur peut stipuler tel prix qu'il lui plaît; car enfin, nous avons besoin de sel, et les vaisseaux étrangers se trouvent tout-à-fait exclus par un impôt, qui équivaut presque au prix du sel brut, celui du fret compris.

Il fait remarquer ensuite, combien cet impôt pourra être préjudiciable, sans nécessité, pour le Trésor public, par la nullité du droit de tonnage et des impôts sur le transit et les exportations, qu'il suppose devoir en être la conséquence. Il expose en outre, combien cette mesure paralysera le commerce, en général comme en particulier. Il examine si l'état de notre navigation est tel, qu'il doive être soutenu par l'énorme impôt d'un florin par cent livres de sel importé par des vaisseaux étrangers; et si, dans ce cas, une prime de 10 cents ne serait pas encore trop élevée. A cela il répond que, quoiqu'on en dise, on a encore besoin de vaisseaux étrangers pour le fret. Actuellement, (dit-il) des vaisseaux prennent des chargements de sel pour la France, l'Espagne ou l'Angleterre, souvent pour l'Est, toujours certains d'un prix très-moderé, ou bien en prennent en retour de ces pays. Par-là, (ajoute-t-il) on peut établir à meilleur marché le fret des articles qui sont expédiés d'ici, dans l'espoir où l'on est de pouvoir avoir un retour en sel, d'obtenir ainsi par l'un et l'autre moyen un fret raisonnable. Mais si on ferme cette voie par un impôt qui équivaille à une prohibition, il n'y a plus de concurrence, et dans ce cas, le taux du fret doit augmenter, ce qui nuit certainement au commerce et doit faire monter le prix du sel, aussi parce qu'on ne peut pas toujours se procurer des bâtimens des Pays-Bas, et que l'on sera obligé de payer pour ceux de ces bâtimens, que l'on expédiera expressément; un fret infiniment plus élevé que celui que demande l'étranger. Par-là, suivant lui, le prix du sel augmentera, et ce renchérissement retombera sur le consommateur qui, en définitif, se trouvera payer un impôt destiné à favoriser la navigation nationale, et cela par un moyen dont il ne saura se passer absolument, ce qui est certainement très-dur, et très-préjudiciable pour tous les régénicoles.

Mais cet impôt, (continue-t-il) est encore contraire aux intérêts des fabriques, si on réfléchit qu'une énorme masse de sel brut, importée en grande partie par des navires étrangers, est raffinée dans ce pays-ci et procure, seulement dans nos salines si importantes, établies près de Dordrecht et en Zélande, du travail et des moyens d'existence à une foule de ménages de la basse classe du peuple, et est expédiée delà le long du Rhin. Les expéditions considérables délivrées par l'Administration des Impositions Indirectes aux raffineurs de sel, en sont la meilleure preuve. Le sel brut renchérit-il, le prix devient trop élevé pour qu'il puisse être fait des envois de cette denrée; et par ce moyen, si ce n'est pas les embarras qu'occasionnent une telle mesure, les salines viendront à stagner. Il ne parle pas ici des tanneries qui emploient tant de sel et qui se plaignent des impôts qui, suivant le système adopté, pèsent sur elles comme sur les autres consommateurs, tandis qu'elles en étaient exemptes, quant à la fabrication, par un système précédent.

Il ne voit donc pas que ce projet puisse tendre à favoriser les fabriques, et tout aussi peu que le commerce, mais bien qu'il peut les entraver considérablement.

Il laisse en outre à penser si, au cas où des Puissances telles que l'Angleterre, la France et l'Espagne et autres pays d'où l'on tire le sel, viendront à s'apercevoir que leur navigation ou leur commerce souffre, on ne s'exposera pas à ce qu'elles augmentent en proportion, comme de juste, les droits d'exportation du sel chargé par nos vaisseaux? Nous devons cependant, (dit-il) tirer cette denrée de ces pays; nous ne saurons nous en passer; et voilà, (ajoute-t-il) la classe nécessairement grevée de nouveau. Il lui semble donc convenable de ne pas la grever davantage, et en aucune manière l'article du sel, déjà assez imposé, particulièrement le sel brut qui paye f 3-13½ par quintal, en Impositions Indirectes et en Droit de balance, et cela uniquement en faveur du petit nombre de propriétaires de navires qui pourront en avoir besoin. Il ne voit pas pourquoi on n'en agira pas sur ce point comme à l'égard des grains que nous tirons de la Baltique. Il considère le sel comme un objet de nécessité non moins important. Pourquoi, se demande-t-il, ne pas proposer cette mesure pour les vins ou les bois du Nord que nous allons chercher ci-devant avec nos propres vaisseaux? Quelque peu convenable qu'elle lui paraît, peut être la justifiera-t-on par la suite par plus d'une raison.

Il pense qu'il est louable, du devoir même, de favoriser notre industrie nationale, et c'est ce qu'il attend de tout régénicole, et par conséquent du commerce et des saliniers à l'égard de leurs compatriotes: tous donneront sans hésitation et sans contrainte, *cæteris paribus*, la préférence à leurs concitoyens. Il laisse à penser, en admettant que la navigation du sel doive être encouragée,

s'il ne vaudra pas mieux d'accorder sans détour à chaque frèteur de sel brut, comme cela se pratique à l'égard des pêcheurs du hareng et du cabellian d'Islande, une prime à payer par le Trésor public.

Mais, (se demande-t-il) cette affaire est-elle de nature à provoquer des représailles? N'en avons nous pas déjà des exemples? Si je ne me trompe, la Prusse a déjà mis à exécution cette mesure, à l'égard de la pierre à ciment. Nous devons, (dit-il) tirer cet article de la Prusse, et s'il est bien informé, il a été établi, de notre côté, de forts droits sur le ciment moulu, ce qui eut pour résultat que la Prusse mit pareillement un droit de sortie sur la pierre à ciment non-moulue, au grand préjudice de nos spéculateurs en ce genre.

Il ne croit pas devoir s'étendre davantage sur cet objet, parce qu'une telle discussion le mènerait à d'autres articles de la loi qui, quoiqu'on en pense, sont certainement d'un moindre intérêt général, et pourront être plus facilement modifiés. Il lui suffit d'avoir produit ceci comme un exemple, attendu que l'on paraît, suivant le projet, vouloir hasarder un moyen véritablement plus nuisible. Il doute que le Directeur-Général ait, lorsque cet article a été présenté à S. M., également envisagé et pesé la chose sous tous ces points de vue.

Dans la parfaite conviction que S. M., après avoir pris connaissance de ces observations et un examen ultérieur, envisagera cette mesure comme trop préjudiciable, en général, dans ses conséquences, et approuvera certainement sans hésiter une demande de cette Chambre tendante à ce qu'elle prenne cet objet en considération ultérieure; il concourra volontiers, dans l'esprit du système, pour autant que de besoin, à l'adoption, comme un essai, des autres articles de la loi.

Et il propose à cette fin, soit de discuter chacun des amendements du tarif, séparément, soit de considérer le seul article *sel* comme un hors d'œuvre, et de voter sur son objet particulièrement et indépendamment de tout le reste.

De heer van Hogendorp (1): De deliberation zullen geheel en al loopen over de algemeene welvaart, en bij het eigenaardig gewigt derzelve, komt nog deze omstandigheid, dat er op dit stuk een groot verschil van gevoelens heerscht; ik meen echter dat hetzelfde weggenomen kan worden. Dit zal evenwel niet het werk van éénen dag zijn, en men zal daarop terug moeten komen, ten einde wij elkander wel verstaan. Heden zal ik de gelegenheid waarnemen, om eenige daadzaken voor te dragen, en eenige denkbeelden te ontwikkelen, die ik omtrent dit onderwerp gevormd heb. Ik hoop dat U Edel Mogenden mij met eenig geduld en aandacht zullen willen hooren.

De orde van de concept-wet volgende, begin ik met:

*Het transit.* Bij art. 1, wordt er eene verandering gemaakt in art. 169 van de wet van 3 October 1816, in voege dat het transit-paspoort binnen de zes weken na de expiratie, en onder verdere bepalingen, moet terugkomen ten kantore der uitgifte, op straf van realisatie der gestelde cautie. Daar nu dit terugkomen niet afhangt van den koopman, maar van de ambtenaren, zoo wordt het verzuim van deze op den koopman verhaald. Ik hoop dat de directie de ambtenaren aan hunnen plicht zal houden, en op deze wijze het gebrek in de wet verbeteren.

Bij art. 2 wordt het transit-regt op onderscheiden voorwerpen van drie tot op vier pCt. verhoogd.

Op de gemaakte bedenkingen dien aangaande wordt geantwoord: „dat eene geringe vermeerdering ligtelijk door den handel kan gedragen worden.”

De handel van vele steden en provincien klaagt onophoudelijk over de drie pCt.; hoe zoude dezelve eene vermeerdering van een derde ligtelijk kunnen dragen?

Ik weet wel, dat op andere plaatsen het denkbeeld doorgaat, dat een hoog transit den eigen handel bevordert, te meer, daar de Vereenigde Nederlanden eertijds het transit slechts als eene uitzondering op den regel kenden, ten gunste van de Oostenrijksche Nederlanden.

Uit hoofde van deze tegenstrijdige gevoelens, die mij op mijne reis verleden jaar menigmaal zijn voorgekomen, heb ik mijne bij-

(1) De heer van Hogendorp heeft zijne, bij deze gelegenheid uitgesproken, rede later uitgegeven in de *Bijdragen tot de huishouding van Staat II*, bl. 221-246. Daar het niet blijkt, dat hij in deze zitting in het Fransch het woord voerde, is zekerheidshalve die rede daaruit overgenomen. Men vindt die ook in de *Nederlandsche Staats-Courant* n° 58 (Hollandsch); en in de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1035, 1037 en 1038 (Fransch).



XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

zondere aandacht op het transit gevestigd. Benadeelt hetzelfde wezenlijk den eigen handel, dan mag het niet bevorderd, en kan zelfs bezwaard worden. Doch ik twijfel, of de transit-handel in eigen handel kan herschapen worden door hooge regten. Was er geen andere doorvoer mogelijk, dan door ons land, wij zouden zulk een vooruitzicht mogen koesteren. Maar dagelijks hooren wij van goederen, die, uit hoofde van onze hooge transito-regten, den weg door naburige landen inslaan.

De ware oorzaak van de uitbreiding van den transito-handel, waar over wij klagen, bestaat in de verkiezing der kooplieden in de binnenste deelen van het vaste land, om zich aan den oorsprong te voorzien. De kooplieden van Leipzig en Neurenberg strekken hunne betrekkingen uit, niet alleen tot Engeland en de Middellandsche zee, maar tot in de beide Indiën. Indien zij daarbij volharden, kunnen wij het door geene regten beletten, en wij zullen ze slechts van ons verwijderen, in dit en in andere opzichten. Liever willen wij hun alle vrijheid laten, en beterschap wachten van den tijd. Het is toch niet waarschijnlijk, dat zij op den duur baat zullen vinden bij deze overzeesche speculatiën, maar veel eer, dat zij vroeg of laat hunne oude betrekkingen wederom zullen aanknoopen.

In twee groote steden van onze Zuidelijke Provinciën, heb ik twee suiker-raffinadeurs bezocht, waarvan de een zijne ruwe suiker in Bordeaux, en de ander te Antwerpen kocht. De eerste zeide, dat hij dit voordeel niet aan de Antwerpenaars wilde overlaten; de tweede, integendeel, stelde zijn belang in de keuze van het goed, dat hij schier onder zijne oogen had, terwijl hij op een verren afstand gemakkelijk kon bedrogen worden. Tot dit laatste besluit zal de handel van de binnendeelen des vasten lands waarschijnlijk wederom overgaan.

Inmiddels, wanneer onze entrepôts opgevuld worden met goederen voor het transit, zullen alle de schepen, die onze havens aandoen, zonder moeite ladingen vinden, en dit is een kostelijk voorregt, dat wij alle reden hebben om te bewaren. Ik heb zekere bewijzen, dat de handel van Amsterdam minder afkeerig is van het transit, dan voor dezen, en deze toenadering tot den handel van Antwerpen is mij zeer aangenaam.

Wij zouden, gelijk eertijds, buiten transit kunnen blijven, indien onze inkomende en uitgaande regten alle even laag waren. Dan zouden alom de entrepôts vervallen, die in Holland zoo lastig zijn. Alle onze havens, ons geheele land, zouden een onmetelijk entrepôt zijn, gelijk in de bloeiendste dagen van onzen handel, toen de inkomende en uitgaande regten zamengenomen, een bloot transit uitmaakten. Dit bestaat nog voor eenige artikelen van handel, en het zijn ook deze artikelen, die wel varen, en meer aan den Staat opbrengen, dan alle de anderen te zamen.

Om tot een zoo gelukkigen staat terug te komen, zal er slechts een middel dienen uitgedacht te worden, om onze fabrieken op eene andere wijze aan te moedigen, dan door hooge regten, en zulk een middel denk ik te kunnen aanwijzen in het vervolg van dit advies.

Inmiddels kan ik niet toestemmen in de verhooging van een regt, waarvan ik veeleer de algemeene vermindering heb verwacht. Ik wil niettemin gaarne de eene of andere uitzondering inruimen; want welke regel heeft geene uitzonderingen? Maar voor de meeste opgenoemde artikelen is er geen voordeel voor onze fabrieken te voorzien, maar zelfs nadeel.

Onze schoone lakens van Verviers hebben alles te vreezen van retorsie. Hierop heeft men geantwoord: » dat dit nadeel zoude worden opgewogen door den minderen toevoer naar dat land en naar elders van vreemde lakens, welke over het grondgebied der Nederlanden derwaarts pleegden verzonden te worden. » Dan deze stelling is rechtstreeks strijdig met al wat die fabrieken belijden. Zij duchten geenerlei mededinging, zij begeeren slechts den vrijen handel in vreemde landen; en, ten einde dezen alom te bekomen, vragen zij, uit een gezond oordeel, om dezelfde vrijheid voor vreemden in ons land.

Daarom is het niet gezegd, dat men niet somtijds retorsien met vrucht kan ondernemen, mits wel overleed om het doel niet te missen, ten einde namelijk min liberale Regeringen te dwingen, om van het verbod-stelsel af te zien. Dan dit oogmerk wordt geenzins bereikt, met zelfs het verbod-stelsel aan te nemen. Even zoo, als eene wel ingerigte retorsie strekt tot zegespraak van den vrijen handel, zoo strekt integendeel het verbod-stelsel, hetwelk alle vreemde natien op dezelfde wijze behandelt, slechts om alle dezelve en ons van elkander af te zonderen, zoodat eindelijk alle handel moet ophouden. Inzonderheid strekt het verbod-stelsel, om alle onze fabrieken tot het binnenlandsch verbruik te bepalen. Met regt is een verval van alle groote fabrieken daaruit te voorzien, en het zijn gedenkwaardige woorden die de heer Piret van Luik, in zijn schoon stuk over het ijzer,

bezig: » zonder uitvoer bestaan er geene fabrieken » (*point de manufactures sans exportation*). Dit is vooral waar in een klein land, omringd door groote landen; de fabrieken van hetzelfde kunnen geene zekere hoogte bereiken zonder uitvoer. De Regering en de wetgeving moeten zich derhalve het doel voorstellen, om dezelve zoo verre uit te breiden, als sommige der onze het gebragt hebben, namelijk de laken-fabrieken van Verviers, de stokerijen van Schiedam, enz. Ik zal op deze zaak terugkomen, en nu slechts herhalen, dat hooge transito-regten, zoo wel de fabrieken als den handel bederven; de bloeiende: omdat zij retorsie te wachten hebben, de opkomende: omdat hare uitbreiding daarmede vooraf wordt bepaald, tot het binnenlandsch gebruik.

Blik. Men stelt ons voor, het inkomend regt op het blik te verdubbelen, dat is, hetzelfde te brengen van vijf op tien pCt.

U Edel Mogenden hebben in het rapport der Centrale Afdeeling den lof gelezen van onze aanzienlijkste blik-fabriek, en van derzelver hoofd, den heer Delloye. Ik kan dien lof bevestigen, alzo ik deze fabriek op mijne reis bezocht heb. In een belangrijk gesprek met den heer Delloye, heb ik den hartelijksten wensch gevoeld, om hem van dienst te kunnen zijn.

Zullen wij hem echter dienst doen, met de verdubbeling van het inkomend regt? Dit geloof ik niet.

Volgens de narigten, door mij te Amsterdam ingewonnen, heeft de eerste verhooging van het regt den prijs van het vreemde blik gelaten, zoo als dezelve was. Men stelde zich nogtans eene rijzing als de uitwerking van hetzelfde voor, om aan het inlandsch blik de mededinging te verzekeren.

Ik heb wel gevraagd, of ook de prijzen in Engeland gedaald waren, maar tot antwoord bekomen van neen, en dat de rijzing om eene geheel andere reden niet gevolgd was namelijk om den sluikhandel.

Verdubbelen wij nu het regt, zoo lokken wij den sluikhandel des te meer uit; de prijzen zullen niet hooger gaan, en onze fabrieken zijn niet geholpen.

Of hoor ik klagen over eene slechte inrigting van de Convoijen en Licenten? Vóór de wet van 3 Oct. 1816, kosten dezelve in de Vereenigde Nederlanden acht pCt. van heffing, de handel bloeide, en het inkomen voor het Land was aanzienlijk. Heden vernemen wij uit de jongste berigten, dat de kosten der heffing tot dertig of veertig pCt. geloopt zijn. Onderscheiden Afdeelingen hebben klachten ingebragt, over het kantonneren van troepen op de grenzen, ten einde op den sluikhandel te passen. Zullen wij de kosten van heffing nog hooger drijven? Zullen wij een kordon langs de grenzen trekken? Al werd het geheel inkomen aan de heffing besteed, zoo lang wij hooge regten innen, geloof ik niet, dat wij ooit den sluikhandel meester worden.

Zoo veel inmiddels is zeker, dat ik den heer Delloye geen dienst doe, met voor de verdubbeling te stemmen.

Onderzoeken wij dan, of er ook een ander middel zij.

Hij heeft mij gezegd, dat hij met groote moeite het zoo ver gebragt had, dat hij twee derde inlandsch ijzer gebruikte. IJzer is zijne voornaamste grondstof, en hij heeft een derde vreemd ijzer nodig. In de bloeiende dagen van zijne fabriek, verbruikte hij drie millioenen ponden ijzer 's jaars, dus een millioen ponden vreemd ijzer, welke hem thans aan inkomende regten, tegen twee gulden de honderd pond, op twintig duizend gulden in het jaar zoude komen te staan. Zulk een last alleen, ten behoeve van het land, is geschikt om eene fabriek te bederven. Hoe veel vreemd ijzer hij thans ook nodig hebbe, haasten wij ons om hem de inkomende regten daarop kwijt te schelden. Gaat de fabriek te niet, zoo als anders te verwachten is, dan trekken wij er toch niets van. Buiten dit regt, heffen wij nog andere lasten op deze fabriek, zoo lang als zij bestaat; en de honderden weklieden, waaraan zij de kost geeft, brengen allen iets in de Indirecte Belastingen op. Keeren wij alle dezelve liever uit, dan eene menigte arme huisgezinnen nog daarenboven tot last der maatschappij te krijgen. Met deze kostelijke fabriek derwijze te bewaren, geven wij niets van het onze; wij keeren slechts dat gene uit, hetwelk niet inkomen zal, nadat de fabriek te niet zal zijn. Ik stel daarom voor, om deze uitkeeringen, naauwkeurig uitgerekend, toe te leggen onder den naam eener jaarlijksche premie, herroepelijk naar mate de fabriek dezelve zal kunnen missen.

Een andere zware last is de tegenwoordige duurte der steenkolen. Wij weten allen dat de steenkolen verleden jaar aanmerkelijk zijn opgeslagen. Alle de requesten van fabrikanten, alle de vertoogen van Kamers van Koophandel, die wij hebben ontvangen, zijn opgevuld met klagen daar over. Eenige Zuidelijke fabrikanten hebben mij gezegd, dat zij de steenkolen vijftig pCt. duurder betaalden, dan voor dezen. Dit is eene ramp voor alle de fabrieken, in het Zuiden en het Noorden. Maar, zal men zeggen, hieraan kan de Regering niets doen, de uitkeering van

XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

vijftien stuivers op een hoed van drie duizend pond zoude eene kleine hulp zijn, en de rijzing is onze schuld niet. Ik ben van een ander gevoelen, en zal daarop terug komen bij eene aanstaande deliberatie; ik denk, dat wij grootelijks oorzaak hebben gegeven aan het kwaad, en het hulpmiddel nog in onze handen is.

De Regering maakt voorzeker veel gebruik van blik, onder anderen, de Ministerien van Oorlog en Marine. Wij mogen ons vleijen, dat dezelve de voorkeur aan de inlandsche fabrieken geven zal, vooral nu wij van den Intendant-Generaal van Oorlog gehoord hebben, dat het leger geheel met inlandsche stoffen gekleed is. Het schijnt mij toe, dat de Staat belang heeft om in zijnen boezem eene fabriek te bewaren, zoo noodzakelijk als deze in tijd van oorlog, al ware het met eenigzins hoogere prijzen te besteden. Jaarlijksche afleveringen aan de Regering zijn een kostelijk voorrecht voor alle fabrieken, en zullen geen van de minste voor deze zijn.

Nu heb ik blijkbare en groote voordeelen aangewezen, aan den heer Delloye te vergunnen. Nog andere zijn er, die min gewigtig bij den eersten opslag mogen voorkomen, doch welke niettemin de aandacht van U Edel Mogenden overwaardig zijn.

Deze kundige man heeft het eerst voor zijne fabriek gebruik gemaakt van het bitter aluinwater, nadat het uit de mijnen in den omtrek is afgeloopen zonder verder gebruik. Hier door heeft dit water eenigen prijs verkregen voor den mijnwerker, en deze dubbel nuttige uitvinding is de vrucht van zijne kennis in de scheikunde. Ik heb onderscheiden uitvindingen van dezen aard op mijne reis aangeteekend. De scheikunde is de oorsprong van groote verbetering in vele fabrieken. Zij is mogelijk het krachtigst middel om het oogmerk te bereiken, dat alle fabrikanten zich behooren voor te stellen, namelijk, om de beste waar tot den minsten prijs te leveren. De Regering kan de kennis in de scheikunde bevorderen, met leeraars van dezelve in de landtaal aan te stellen in de fabricerende gewesten. Verscheiden jaren geleden, heeft een verstandig reiziger de fabrieken in de stad van Groningen op een' uitmuntenden voet gevonden, welken hij aan de openbare lessen over de praktikale scheikunde in de landtaal toeschrijft. Voor Frankrijk mag men vrij, in den zelfden zin, het bekende werk van Chaptal noemen.

De heer Delloye heeft mij de prijzen gewezen, die hij op de openbare tentoonstellingen te Parijs gewonnen had. Zulke prijzen dienen niet alleen om de roemzucht aan te wakkeren, maar zij bezorgen ook aan de fabrikanten eene algemeene vraag naar hunne waren. Onder beide deze oogpunten beschouw ik de tentoonstellingen als eene nuttige instelling, en wil dezelve aanhouden.

Ik heb bij den Gouverneur van Namen een kabinet van de voortbrengselen der nijverheid in die provincie gezien. Aldaar heb ik reeds vooraf het gewigt der fabriek van den heer Delloye leeren kennen. De prijzen van elk stuk zijn aan hetzelfde gehecht, en men kan tevens over de hoedanigheid en den goeden koop oordeelen. Ook deze instelling is overwaardig, dat men ze in stand houde.

Vereenigen wij nu alle deze middelen van opbeuring, dan geloof ik, dat wij de mededinging van ons blik met het vreemde kunnen verzekeren; te meer, daar het vreemde altijd bezwaard blijft met de kosten van vervoer, van den handel, en van een matig regt.

Onze kundigste fabrikanten, namelijk, de Hoofden te Verviers, de heer d'Artignes te Namen, die mij zijne schoone zwavel- en koperrood fabrieken gewezen heeft, de hoeden-fabrikanten te Lokeren in Oost-Vlaanderen, al dezen hebben mij betuigd, dat zij de vreemde waren uitsluiten door de deugzaamheid en den goeden koop van de hunne. Welk een onberekenbaar voordeel is niet deze goede koop voor de verbruikers binnen 's lands, en voor den handel buiten 's lands, daar hooge regten slechts dienen om de duurte aan te brengen in het verbruik, en allen uitvoer vernietigen.

Maar wij hebben nu uit de ondervinding geleerd, dat de hooge regten op het vreemde blik, al waren er deze zwarigheden niet in gelegen, aan onze fabrieken de eenige goede uitkomst, daar uit verwacht, geen zins bezorgd hebben. De prijs van het vreemde blik is niet gerezen, en verdere verhoogingen zullen den sluikhandel slechts nog meer in de hand werken.

Slaan wij dan een zekerder weg in; wenden wij ons naar eene andere zijde, waar wij goede uitkomsten mogen wachten, en niet te worstelen zullen hebben, noch met andere fabrieken en derzelver tegenstrijdig belang, noch met den handel, welke dagelijks over het verlies van eenen tak te klagen heeft, noch met alle de verbruikers, dat is de geheele natie, voor wie alle zaken onophoudelijk duurder worden, terwijl zij zelve daardoor naar evenredigheid armer wordt.

*Hout.* Op dit stuk vindt men onder anderen dit antwoord:

„de inkomende belasting op het vreemde brandhout behoort, in het voordeel van de inlandsche bosschen en in dat der Nederlandsche turf-veenderijen, te worden gehandhaafd.”

Ik hak alle jaren hout op mijn landgoed, en weet uit ondervinding dat het onophoudelijk duurder wordt. Dit is in mijn voordeel, en des niettemin wensch ik, dat de prijzen tot een' matigen prik mogten vallen; want de duurte der brandstoffen is eene algemeene ramp, en de grootste misschien na de duurte der levensmiddelen.

Ik vraag, of U Ed. Mogenden weten, hoe hoog dit inkomend regt in het voordeel der bosschen is? Het is een derde van de waarde, drie-en-dertig en een derde pCt.

Is het brandhout duur, de turf is het niet minder. Nadat onze veenderijen geleden hebben door twee natte jaren, is de prijs dit jaar omtrent vijftien pCt. hooger gelopen. Nogtans is de belasting met tien pCt. verminderd. De rijzing is dus vijf-en-twintig pCt. geweest.

Niemand is onkundig van de plotselinge rijzing der steenkolen, waarover zoo vele klagten in deze Vergadering gebragt zijn.

Zie daar dan alle de brandstoffen zeer duur geworden, alle de verbruikers daardoor gedrukt, alle de fabrikanten in den rouw, en zulk een buitensporig inkomend regt op het brandhout moet gehandhaafd worden!

Ik erken dat de eigenaars van bosschen, van veenderijen, van kolengroeven, groote baat vonden bij de duurte. Maar voeg alle deze eigenaars bij elkander en wat is hun getal naast het geheele volk? Voorwaar zeer gering. Wat is de staat derzelven? Die van min of meer vermogende lieden, terwijl de menigte der verbruikers van hare nijverheid of handen-arbeid leeft.

Ik heb een groot kwaad aangeduid, hoofdzakelijk voor de fabrieken. Ik durf staande houden dat zulk eene ramp voor dezelve niet goed te maken is door de hoogst mogelijke inkomende regten, en dit te minder, omdat ik overal in de Zuidelijke Provinciën steenwerktuigen heb zien invoeren, welke naast den overvloed van steenkolen het geluk der Engelsche fabrieken gemaakt hebben, en eigenaardig het geluk van de onze zullen maken. Dan, deze werktuigen verliezen alle waarde door de duurte der steenkolen.

Heb ik de kwaal opengelegd, ik zal dit ook met het hulpmiddel doen, en opklommen tot de eerste oorzaak. Doch dit zal eerst te pas komen bij eene aanstaande deliberatie, en ik wil niet de grenzen van de tegenwoordige te buiten gaan.

*Huiden en Vellen.* De concept-wet draagt voor, om het uitgaande regt op de inlandsche drooge huiden te verhoogen, van één pCt. tot vijf aan de zeezijde, en vijftien aan de landzijde.

Liever had ik deze regten van de gezouten huiden afgenomen, en dus alle de huiden laag, in de plaats van hoog, gesteld.

Landbouw en koophandel hebben uit éénen mond over de zware regten op de gezouten huiden geklaagd, en nu komen er de gedroogde bij.

Voor wie? Voor de looijers, die meestal gebruik maken van Amerikaansche huiden, en weinig van inlandsche.

Ik heb op mijne reis vernomen, dat de groote looijerijen van Stavelo, die mogelijk zoo veel leder bereiden, als alle de andere zamen genomen, geene andere huiden dan Amerikaansche gebruiken, en geheele ladingen van deze in onze havens koopen. Hier is mij door eenen van mijne geëerde ambtgenooten verhaald, dat hetzelfde genoegzaam plaats vindt, van Stavelo tot Bergen toe.

Het is daarenboven altijd onstaatkundig den uitvoer van grondstoffen te belemmeren, die jaarlijks wederom voortgebragt worden, omdat de uitvoer een prikkel is, om dezelve beter en overvloediger te maken. Ik heb meermalen het voorbeeld van Engeland aangehaald, hetwelk eertijds de beste wol leverde, en heden miljoenen ponden wol invoert, omdat zijne wol, sedert en door het verbod van uitvoer, gedurig slechter was geworden.

Hierop lezen wij het antwoord: „dat het belang van de inlandsche looijerijen vereischt, zich ook de inlandsche huiden tot redelijke prijzen te kunnen verschaffen.” Maar waartoe dient het, zich die te kunnen aanschaffen, wanneer zij het in zoo geringe mate doen? De landman moet ze nu tot lage prijzen afzetten, en wanneer hij bereid leder nodig heeft, komen de hooge inkomende regten op dit leder in den weg, en hij moet het duur betalen.

Verder antwoordt men: „dat de huiden niet behooren tot die grondstoffen, welke zich bij den vrijen uitvoer vermenigvuldigen, noch tot een meerderen graad van volkomenheid worden gebragt.” Hoe, wordt de veefokkerij daardoor niet aangemoedigd? Is er niet het grootste onderscheid tusschen vee en vee? Is veel en schoon vee niet daarenboven hoogst nuttig voor den landbouw? Levert hetzelfde niet meer de ziel van den landbouw, in den overvloed van mest, op?

Nog antwoordt men, dat wij het den vreemden looijerijen moeije-



## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

lijk moeten maken; als of wij geen kostelijke grondstoffen van buiten noodig, noch eenige retorsie te vreezen hadden.

Eindelijk wil men den landbouw aan de zeezijde wel eenigzins begunstigen met vijf pCt., maar die aan de landzijde drukken met vijftien pCt. uitgaande regten. Ik denk dat de landbouw aan de landzijde vooral geene mindere gunst vordert, alzo de landbouw eene fabriek is, boven alle andere der opbeuring waardig, en van meer gewigt dan alle deze. Ik heb de aandoenlijkste klagen in de land-provincien gehoord, niet alleen over het bezwaar der huiden, maar ook over het verbod van uitvoer van ongewassen wol en van schors. De fabriekanten stellen den prijs, den laagsten prijs, aan den landman, die zijn kommerlijk bestaan daardoor benoeid ziet.

Ik kan dus geenszins voor deze verhooging stemmen.

*Kanten.* Vermits de fabriekanten om inkomende regten verzoeken, mag ik wel lijden, dat eene proef daarvan genomen worde. Ik denk nogtans, dat zij de kwalijk geraden zijn, en dat men in dit geval, zoo als in andere dergelijke, beter zou doen, om eerst alzulke Regeringen aan te spreken, die onze kanten bezwaren of verbieden, en wanneer men geen gehoor vindt, tot retorsie tegen dezelve over te gaan. Algemeen bezwaren, zoo als algemeen verbieden, komt mij altijd onstaatkundig voor.

Op het stuk van de kanten heb ik eene wezenlijke verbetering voor te dragen. Het vlas voor ons kantendraad groeit niet op onzen bodem. Aanmoediging van deze teelt is dringend noodzakelijk, opdat onze fabrieken niet langer van eene vreemde grondstof behooren af te hangen.

Aanmoediging voor deze fabriek zelve, die duizenden menschen onderhoudt, en door de geheele wereld beroemd is, hangt van ons allen af. Dragen wij kanten, in plaas van vreemde modes te volgen.

*Koper.* Ik heb de merkwaardige geelgieterij van den heer Bivort Raymond, buiten Namen, bezocht, en de kunde en den ijver van denzelfden bewonderd. Om deze fabriek op te beuren draag ik dezelfde middelen in het algemeen voor, als bij het blik. Dit doe ik voor alle hulp benoedigde fabrieken. Het middel daartegen, door de concept-wet geopperd, namelijk, de viervuldiging van het uitgaande regt op oud koper, beschouw ik als eene belasting op de natie, en op alle fabrieken, inzonderheid die zich gedurig van oude gereedschappen moeten ontdoen, en er nu spotprijzen voor zullen maken.

*Ijzer.* Ik erken de noodzakelijkheid der voorgedragen wet tot instandhouding van de bestaande; maar ik heb eenige aanmerkingen te maken op de zaak in het algemeen.

De uitvoer van gegoten blokken staat vrij, doch bezwaard met een veel hooger regt dan op de staven.

De gegoten blokken zijn het oorspronkelijk erts, in de groote ovens tot blokken of geuzen gegoten.

Uit deze geuzen worden de staven gesmeed.

Vele ijzersmeden begeeren, dat de uitvoer der geuzen verboden worde, ten einde onze bureu te noodzaken om onze staven te koopen, waardoor wij het voordeel van de smederij zouden bewaren. Anderen, en vooral de eigenaars van groote ovens, antwoorden, dat onze bureu geenszins onze staven zouden koopen, maar dan liever de Zweedsche, Engelsche of Duitsche zullen verkiezen.

Op het stuk van de mindere hoedanigheid onzer staven, heb ik reeds de getuigenis van eene fabriek aangehaald. Nu kan ik er die van de staal-fabriek te Luik bijvoegen, welke geheel geen gebruik van inlandsch ijzer maken kan, en op dien grond ook de uitkeering der inkomende regten verkregen heeft. Ik denk, dat er vele zwarigheden uit den weg te ruimen zijn, met ons ijzer tot de deugdzaamheid van het vreemde te verheffen, en zulk eene verbetering komt mij echter zeer uitvoerlijk voor.

In de eerste plaats is er een groot onderscheid tusschen de mijnen, en het erts der eene is ver verkieslijk boven dat der andere. Alle nogtans zijn zoo overvloedig, dat zij den naam van onuitputtelijk dragen. Tevens is de bewerking van dezelve hoogst gemakkelijk. Gebruikte men nu geen ander erts in onze groote ovens, dan van de beste hoedanigheid, zoo ware dit reeds een groote stap tot beterschap gedaan.

De geuzen worden beter of slechter behandeld in onderscheiden smederijen; maar gemeenlijk worden de werklieden, die de staven maken, bij de duizend pond betaald. Zij haasten zich derhalve om veel geld te verdienen, zij verbranden het ijzer om spoedig gereed te komen, en zoo gaat die zenuw verloren, welke er de ziel van is. Goede reglementen en toezigt kunnen dit kwaad voorkomen.

Zie daar eenvoudige middelen, om ons ijzer te verbeteren en met het vreemde gelijk te stellen. Onze groote ovens en smederijen zullen niet te klagen hebben over dergelijke bepalingen, vermist zij de bijzondere voorregten genieten van eene belasting van twintig tot vijf-en-twintig pCt op ijzer, aan de geheele natie

en aan alle de fabrieken opgelegd, den scheepsbouw niet uitgezonderd.

De voorgedragen middelen sluiten geene andere uit. Nog kort geleden heb ik uit den mond van eenen ijzerwerker vernomen, dat men zich onophoudelijk toelegt, om de hoedanigheid van ons ijzer te verbeteren. Hier komen dan wederom te pas de scheikunde, de werktuigkunde, de openbare tentoonstellingen, de prijzen, om alle zulke pogingen te bevorderen en te leiden.

Indien onze staven even deugdzaam werden, als de vreemde, zouden wij onze bureu kunnen noodzaken, dezelve aan te nemen, en dan zouden onze groote ovens genoeg aftrek binnen 's lands vinden, en dien niet meer buiten zoeken.

Dan zou het vreemde ijzer eene onvermijdelijke behoefte blijven voor sommige fabrieken.

*Zout.* Het inkomend regt van één gulden op de honderd pond zout staat gelijk met een verbod voor alle vreemde schepen. Heden kost het zout vijf-en-twintig stuivers de honderd pond, en daar komt de indirecte belasting van ver over de drie gulden. Dit wordt dan eene stellige uitsluiting van vreemden.

In de deliberatien over den theehandel heb ik het beginsel voorgesproken, om de vreemden op eenen voet van gelijkheid te behandelen. Toen hebben de Commissarissen van den Koning geantwoord, dat het beginsel ongeschonden bleef, niettegenstaande het drie dubbeld regt op de vreemden te heffen, omdat de thee tot nog toe een uitsluitend artikel was geweest. Ditmaal is toch evenwel het beginsel verkracht.

Indien het eene bloote retorsie ware tegen Regeringen, welke onze schepen meer bezwaren dan hare eigen schepen, zoude ik daar in kunnen toestemmen; dan, vermits het een algemeen verbod is, blijf ik er tegen. Het verbod-stelsel is in geen land zoo na-deelig, als in het onze.

Men heeft in de aanspraak van den President aan het Congres der Vereenigde Staten de bevestiging kunnen lezen van zijn gezegde, dat de Engelschen en Amerikanen elkander alreeds behandelen met gelijkheid en wederkeerigheid. En zouden wij nu alle natien zonder onderscheid bezwaren, en de handeldrijvende volken van eene gelijke behandeling uitsluiten?

Wat heeft ons Spanje, bij voorbeeld, gedaan, om hetzelfde tot retorsie te tarten?

Ik zal tegen alle bezwaar op vreemden stemmen, behalve uit retorsie.

Wij lezen dit antwoord in het meergemelde rapport: « dat men niet toestemmen kan, dat het beginsel, om de vreemden aan geene hoogere belasting dan de eigen onderdanen te onderwerpen, niet in sommige gevallen eene uitzondering zoude kunnen lijden. » Dan, van de eene uitzondering tot de andere, zullen wij ver gaan.

Wij lezen verder: « de bepalingen opzigtelijk het lastgeld, hebben daarvan in de wet van 3 October 1816 een voorbeeld gegeven. » Dit is juist omgekeerd. De wet van 3 October 1816 schrijft bij art. 206 het volgende voor: « En zullen in de betrekking tot het lastgeld mede als Nederlandsche schepen worden behandeld alle dezulke, welke de vlag voeren van en te huis behooren in een Rijk, Staat of haven, alwaar van de Nederlandsche schepen geene meerdere of andere lasten dan van eigen schepen worden gevorderd. » En ziet daar het beginsel, hetwelk ik inroep.

Ik heb eene tweede aanmerking op deze verkeerde opbeuring der nationale scheepvaart. Zoude men ook daarmede den slag willen verzachten, door het bezwaar der grondstoffen van den scheepsbouw aan dezelve toegebracht? Het timmerhout, alom op den Rijn belast, is het op nieuw bij ons inkomende. Het ijzer betaalt inkomende twintig tot vijf-en-twintig pCt. Het tegendeel wordt betracht met opzigt tot alle andere fabrieken. Het zekerste middel, om de voorkeur aan vreemde schepen te bezorgen, is de onze zeer duur te maken.

*Algemeene aanmerking.* Welk een aantal van verhoogde regten? Verdubbeling op het blik, vijftien pCt. op naaigaren, brandhout bij den uitvoer naar de omstandigheden verboden, drooge huiden van één op vijftien pCt. gebragt, oud koper verviervuldigd, zout aan vreemden verboden, enz. enz. Wij naderen met rassche schreden tot het verbod-stelsel. Eerst moesten wij onze fabrieken beschermen, heden ook onze scheepvaart.

Dan dit stelsel moet noodzakelijk het bederf worden van onzen handel, van onze scheepvaart, van onzen landbouw, en zelfs van onze fabrieken. Ik heb er bewijzen van aan de hand gegeven in vroegere deliberatien, doch meer inzonderheid bij deze, en ik zal nog menigmaal daarop terug komen.

Ik heb verlichte mannen ontmoet, die mij gezegd hebben: wij erkennen uwe beginselen, doch dezelve moeten aangenomen worden door alle volken. Zoo lang als andere niet mede doen, zouden wij bedrogen worden door onze liberaliteit. Ook deze

## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

tegenwerping heb ik nu beantwoord, voor buitenlandsche betrekkingen door het voorbeeld van Engeland en Amerika, en voor binnen 's lands door eene menigte opbeuringen der fabrieken, zonder hooge inkomende regten.

Ik heb nooit kunnen toestemmen in de wet van 3 October 1816, uit hoofde van hare strekking tot het verbod-stelsel, en om dezelfde reden moet ik mijne stem onzegggen aan wijzigingen in denzelfden geest voorgedragen.

In de hoop derhalve, dat zoodanige artikelen der concept-wet zullen veranderd worden, adviseer ik, om dezelve eerbiediglijk aan de nadere overweging van Z. M. te onderwerpen.

De heer J. Clifford (1) zegt: dat toen, bij de laatste redactie der nu onlangs bij deze Kamer gearresteerde financiële wetten, uit het 3de artikel van de IIIde wet, de bewoordingen: *En zulks onverminderd zoodanige bepalingen, als bij de bijzondere wetten reeds zijn of nog worden gemaakt*, uitgelaten waren men daarin zag met regt, van de zijde van het Gouvernement, een blijk van goede trouw, dat (in eene zoo hoogst moeilijke taak, om bijzonder in het vak der Indirecte Belastingen en der In- en Uitgaande Regten, al de soms uit één loopende belangen, te vereenigen) niet wilde, dat door eene ijdele hoop op verandering daarin, die bij de uitkomst geene merkbare beterschap bij sommigen moge schijnen, de een of ander zich tegen zijne verwachting daaromtrent te leur gesteld mogt vinden. Maar desniettemin, en hoe zeer er wel nooit uit een gebrekkig grondbeginsel een deugzaam stelsel te wachten is, mogt elk zich voorstellen, dat, toen, volgens de aanspraak van den Directeur-Generaal, het Gouvernement geoordeeld had, dat, zoo in eenig vak van administratie eene herziening nuttig en noodzakelijk geoordeeld konde worden, het voorzeker in dat der Convoijen en Licenten was. Die herzieningen, welke deze ten gevolge zou hebben, (vervolgt hij) zouden in overeenstemming zijn met die, geuit bij het overbrengen der wet omtrent het daarstellen van eenen vrijen theehandel, en welke van den volgende inhoud waren: „dat het belang van de schatkist, door het daarstellen of handhaven van een monopolie, schijnt te worden benadeeld, daar het zeker is, dat men, hoe meer de vrije handel en vertier worden uitgebreid, te meer inkomende regten geheven worden, en het daarenboven eene uitgemaakte waarheid is, dat de bloei van eenen handelstak met dien van den anderen in verband staat, zoo dat, door de uitbreiding van den eenen, tevens aan de vermeerdering van den anderen wordt bijgedragen, en alzoo de algemeene industrie en welvaart in verband van en met den publieken intrest van den Staat wordt aangewakkerd en bevorderd.”

Hij is van oordeel, dat de Vergadering vrijelijk de onderhavige wet aan deze door het Gouvernement gemanifesteerde gevoelens moge toetsen, dewelke zich in drie hoofddeelen laat onderscheiden, als:

1°. omtrent het eerste artikel der wet en hare algemeene bepalingen;

2°. omtrent de behandeling van de transitoire regten; en

3°. omtrent eenige veranderingen in de mate der regten van sommige bij de wet belaste artikelen.

Inderdaad, (zegt hij) § 2 en 3 van art. 68, art. 69 en de modificatie bij artt. 164 en 177, door de aangifte tot entrepôt en transito, welke bevoens, dadelijk bij het inkomen, nu eerst bij ontlossing, gevorderd wordt, schijnen voor den handel eenigzins meer doelmatig te zijn.

Eenen onveranderlijken afkeer gevoelende voor den sluiker, die, door deszelfs wandaden, niet alleen de schatkist, maar den eerlijken handelaar, die den gevorderden penning getrouwelijk stort, benadeelt, zal hij zich altijd tot eenen heiligen pligt rekenen al die middelen voor te staan, welke het dubbel kwaad krachtadig kunnen te keer gaan.

Hij vindt geen bezwaar in het bijvoegsel van het 68ste artikel; doch de ampliatie van het 169ste artikel, wegens eene verklaring in dorso der transito-paspoorten, dat de plombs gaaf en ongeschonden zijn bevonden, moge, (zegt hij) theoretisch goed en billijk schijnen, doch zal door de uitkomst bevonden worden juist het tegenover gestelde te zijn, en zal, terwijl de afgerigte sluiker zeer wel de middelen kent, om zich de gevorderd wordende verklaring aan te schaffen, den eerlijken koopman wezenlijke moeilijkheden veroorzaken, en aan de kwellige luim van een' ondergeschikten beambte bloot stellen, indien, door toeval, door ruwe behandeling, of misschien wel door ongenoegzame voorzorg in het plomberen

bij het inkomen, die plombs, in het oog der beambten, bij het kantoor van uitvoer, niet gaaf voorkomen; en de gegeven solutie op de gemaakte bedenking, behelzende dat, zoo het plomberen iets zal beteekenen, het noodig zijn zal de looden en touwen bij den uitvoer der goederen in hun geheel te bevinden (dat door later lossen of overladen bijna niet doenlijk is) deze ongeschondenheid der plombs niet in een zoodanig uitgestrekten zin en tot zoodanigen graad van gaafheid moet opgenomen worden, als, na het verwerken van zoodanige goederen, te verwachten is, bewijst juist, (daar men niet te doen heeft met lieden van eene beschafte opvoeding en met die gevoelens van billijkheid bezield, als het hoofd der Administratie), dat zulks eene bron van vexatie of wel van fraudes zal kunnen opleveren; daar, indien de beambten conniventie willen gebruiken, men hen nimmer zal kunnen overtuigen, dat de plombs meer beschadigd zijn, dan zulks door laden of lossen is kunnen veroorzaakt worden, en dat, indien zij willen kwellen, zij altijd zullen kunnen voorwenden, die niet gaaf genoeg bevonden te hebben; want de visitatie en examinatie, die in dit laatste geval als een noodzakelijk vereischte voorgelagen worden, kunnen niet nalaten altijd oponthoud, veelal beschadiging, en niet zelden verlies van een deel der goederen, te veroorzaken.

Doch niet deze ampliatie, (vervolgt hij) maar het artikel zelf blijkt, zelfs in het afgetrokken beschouwd, strijdig te zijn met alle principes van billijkheid. Immers, (vervolgt hij) wordt des koopmans cautionnement gerealiseerd, wanneer het bewijs van onbeschadigdheid der plombs of dat van uitvoer niet ten bepaalden tijde ingeleverd wordt, en echter hangt de tijdige inlevering niet van den koopman, maar van den beambte af; want de schipper, die documenten bij de goederen van den invoer tot den uitvoer moettende houden, tot aan de uiterste wacht, en aldaar aan de beambten moettende afgeven, hangt het van den beambte geheel en al af, dat dit bewijs op den behoorlijken en bestemden tijd en plaats inkome, en is het den koopman fysiek onmogelijk, om, daar die beambten geheel buiten zijne magt en bestier zijn, daar iets aan of af te doen.

Hij is er verre van af, om de Administratie eenige de minste vexatoire oogmerken toe te schrijven; hij erkent zelfs, dat de ophelderingen, te dien opzichte, op de door hem in het midden gebrachte bezwaren, blijkbaar goede gezindheid voor den handel en voorzorgen tegen het vermisen van de bij de wet gevorderde documenten, en de voor den handel zoo gevaarlijke en noodlottige gevolgen van dien, opleveren; doch het vermisen van die documenten, het niet aantekenen in het daartoe bestemd register, wat echter menschelijk en dus mogelijk is, (hij spreekt niet van het geheel gemis, maar slechts van vertraging of verzuim in de dadelijke aangifte van de documenten aan de administratie) wat zullen de gevolgen daarvan niet zijn?

Men zegt wel (zegt hij voorts), dat de koopman er zich over beklagen en dat men er over schrijven zal, dat men het zal onderzoeken, en, na behoorlijk onderzoek en opheldering, de gestelde cautie restituëren en den beambte van zijnen post ontzetten. Hij wil wederom de Administratie van den geest van chicane, van fiscaliteit, geheel vrij denken, en geeft zelfs toe, dat zij met een geest van genegen behulpzaamheid, zoo veel eenigzins bij publieke administratie doenlijk is, bezield is, dan nog zal altijd dit schrijven, het nemen van informatie, tijd vorderen; het langer uitschot van het cautionnement kan, volgens hem, den val en de ruïne van een eerlijk, maar min vermogend huis van commercie ten gevolge hebben, en de rigoureuze middelen en straffen tegen den schuldigen beambte zullen niet in staat zijn dit te herstellen. Alle deze gevaren zullen vermeden en voorgekomen worden, zoo er een reçu van dat afgeteekend paspoort, aan den koopman, of, om beter te zeggen, aan zijn gemagtigde, den schipper, gegeven worde; verliest deze het dan, brengt hij het niet ter behoorlijker tijd bij de administratie, dan zal hij zich zelven de gevolgen te wijten hebben.

Hij is van oordeel, dat alle deze maatregelen eene legerbende douaniers, eene dubbele, eene driedubbele linie, steeds gebrekkige en ontoereikende middelen ter wering der sluikerij zullen zijn, zoo lang de regten zoo hoog blijven, dat die tegen de kosten en gevaren, aan de sluikerij verknocht, kunnen opwegen, ja die overtreffen.

Het is en zal eene eeuwige waarheid zijn en blijven, (zegt hij) dat, in materie van belastingen, verdubbeling van regten geene vermeerdering, maar vermindering van inkomsten oplevert, en dat geene middelen tegen de sluikerij, zoodra de uitzigten op winsten tegen de gevaren opwegen, bestand zijn. Wie weet niet, (vraagt hij) dat, ten tijde van *Turgot*, eene belasting op de helft verminderd, even veel opbragt? Wie weet niet, dat de belasting op het bier, toen *Bonaparte* die met 3 franken verhoogde, 1/4 minder afwierp? Kan het den Directeur-Generaal onbekend zijn, (vraagt hij verder) dat, toen, bij het plakaat van 1725, de inkomende

(1) De heer Clifford sprak in het Hollandsch. Zie zijne rede in de *Nederlandsche Staats-Courant* n° 57 (Hollandsch); en *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1038, 1039 en 1040 (Fransch).



## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

regten op de cochenille f 10.50 per ceroen waren, men die voor f 5.25 insloek, en dit artikel niets afwierp, en dat, toen de inkomende regten op f 1.50 gesteld wierden, de opbrengst aanmerkelijk was. Getuigen niet de dagbladen, (vraagt hij) het aanwezen van magazijnen, waarin verboden, of hoog bezwaarde goederen, 20 ja 30 pCt. lager aangeboden werden, dan toen die hooge inkomende regten niet bestonden? Doch waartoe, (zegt hij) een breedvoeriger betoog; waartoe hierover uitgeweid? Het is dezer dagen, bij gelegenheid der discussien over de financiële wetten, en meer bijzonder tot dat gedeelte, de indirecte belastingen specterende, door een zijner hoog geachte medeleden zoodanig voldongen, dat er niets kan bijgevoegd worden.

Hij gaat tot het tweede gedeelte over, namelijk het aantal bezwaren. De algemeene afkeuring, (vaart hij voort) welke het tegenwoordig stelsel der in- en uitgaande regten, zoo bij den handel als de fabrieken, reede bij de discussien dienaangaande, ondervindt, doen bij voorraad vreezen, dat bij hetzelfde geen dier beide belangen zijn in het oog gehouden, en het afgeloopen jaar heeft de bevestiging, ja de voorspelde gebreken overtroffen, niettegenstaande men tot leniging der altoos aan hooge regten of prohibitien verknochte gebreken, zijne toevlugt tot een entrepôt en transito genomen heeft. Een entrepôt, (vervolgt hij) is een ontoereikend en slechts partiëel middel, dat alleen dienstbaar zal kunnen zijn voor die goederen, welke, zonder bewerking of sortering, in denzelfden staat, waarin zij ingevoerd zijn, weder uitgevoerd worden; een entrepôt, dat, ter rigtige uitvoering, een naauw toezigt van spionnen vordert, die op de geheimen van den handel loeren, om, na met dezelve bekend en omgekocht te zijn, die aan onze mededingende naburen mede te deelen.

Het transito, (zegt hij verder) die oefenschool en dat al te vaak gelukkig middel tot sluikerij; dat regt is, bij het 2de artikel, op sommige objecten, waarop het reeds bestond,  $\frac{1}{4}$  verhoogd; op andere, waarop het nog geen plaats had, op 4 pCt. der waarde gebragt. Wat kan hier de bedoeling van zijn, (vraagt hij) of, om door hoogere regten de fraudes moeilijker te maken, naar mate de in- en uitgaande regten meer met die van doorvoer gelijk staande, het van minder belang wordt, en men meer geneigd is van als transito-goederen op te geven diegene, welke men voornemens is op de plaats te verbruiken; of wel, (zegt hij) om te weeg te brengen, dat de ruwe stoffen hier, door onze fabrieken bewerkt wordende, deze meer vertier bekomen, of, hooger belast zijnde, tegen de vreemde kunnen wedijveren? Maar zijn wij dan de eenige natie, die havens heeft, vraagt hij? Zijn wij de eenigen, door welker tusschenkomst goederen van en naar Engeland en Duitschland kunnen vervoerd worden? Kan dit niet even zoo te Bremen, Hamburg, Emden en elders plaats hebben? Zoeken wij dan niet het kwaad, daar, waar het niet is; het is niet te doen met de transito-regten te verhoogen, maar met de in- en uitgaande regten te verlagen, en met het aangaan van goede commercie-tractaten. Engeland heeft er, zoo hij zich niet vergist, met bijna alle natien, en hij weet niet, of wij er, sedert ons herkregen politiek aanwezen, één gesloten hebben. Deze zijn de eenige middelen, volgens zijn oordeel, om den wortel des kwaads uit te roeijen; al het overige is ontoereikend; de waarheid hiervan vindt zich door de ondervinding bevestigd. En wanneer dit stelsel, door de zwaarte van zijne gebreken, even als het continentaal systema, op een aantal van zijne slagtoffers zal ingestort zijn, zal het te laat wezen om het kwaad te herstellen; en reeds nu vindt men zich, ten gevolge van het verkeerd aangenomen beginsel der hooge regten, in het dilemma gebragt, om, of door verhooging van transito-regten, den transito-handel, die, bij ontbrekenden eigen handel, belangrijk is, en, zonder enig gevaar van den koopman, matige maar zekere verdiensten oplevert en aan vele arbeidslieden den kost verschaft, te vernietigen, of de fabrieken buiten staat te stellen, met die, in vreemde landen gelegenen, een gelijken tred te houden.

Het is hier de plaats, (zegt hij) om betrekkelijk het gezegde in de aanspraak van den Directeur-Generaal, alsof, in het afgeloopen jaar de executie der wet aan geene aanmerkelijke belemmeringen onderhevig is geweest, en dezelve, financieel beschouwd, aan de verwachting beantwoordt heeft, met een woord op te merken, of het wel gezegd kan worden, dat de wet aan het financieel oogmerk beantwoordt, wanneer dezelve ruim 40 pCt. perceptie-kosten vordert, die, bij het vorig stelsel, nog geen 10 pCt. bedroegen; of het wel aan het financieel oogmerk beantwoorden is, (vraagt hij verder) wanneer de opbrengst de geraamde som niet overtreft, ja merkbaar niet overtreft in een jaar, dat de voorbeeldeloze in- en uitvoer van granen zoo veel invloed op die inkomsten moet gehad hebben, dat men mag vaststellen, dat die, in het afgeloopen jaar, zonder dat, en in een volgend, bij een gewonen aan- en afvoer, die hoogte niet zullen bereiken? En, het moge

waar zijn, (vervolgt hij) dat de wet geene aanmerkelijke belemmeringen in de executie ontmoet heeft, zoo men door belemmeringen, tegenkantingen, feitelijke resistentien verstaat; dusdanige misdaden liggen niet in het karakter der natie, en de eerlijke koopman, (zegt hij) laat liever een tak van handel varen, wanneer hij daarin te veel zwaarigheden ontmoet, dan zich daaraan schuldig te maken. Hij kent er achtenswaardigen, die in het vak der katoenen lijnwaden hun bestaan vinden, en door hen honderden; maar die nu, daar de hooge regten dit vak den bodem ingeslagen hebben, liever dan zich met zulk een sluikhandel in te laten, die rijke bron van welvaart verlaten hebben; doch zulks is geen bewijs, dat de hindernissen niet bestaan.

Het is immers ontegenzeggelijk, (vaart hij voort) dat velen zich onderwerpen, om de onaangenaamheden, welke men anders ontmoet, voor te komen; doch dat de koophandel zich, bij een aantal bondige vertoogen, aan den Directeur-Generaal beklagd heeft dat, wanneer een schip in Texel binnenkomt, en de lading in ligters (hetgeen, uithoofde der ondiepten van Pampus, meestal het geval is) lost, men vordert, dat men aangeeft de waarde en het gewigt der gebroken en onderscheiden gedeelten der lading, zoo als die afzonderlijk met ieder ligter afkomen, onder voorwendsel van anders geene recherche te kunnen doen, doch wezenlijk, om meerdere cedullen af te geven en meer captieuze aanhalingen te kunnen doen, waarvan men zich wel wacht de boeten, wanneer naderhand blijkt, dat de waarde of het gewigt der geheele lading te zamen genomen, veel eer te hoog dan te laag is aangegeven, te restitueren.

Hij zal hieromtrent (hoe weinig moeilijk hem zulks ook zou vallen) in geene bijzonderheden treden of bewijzen aanhalen; hij zal liever tot de derde hoofddeeling overgaan, en wel tot een vlugtig overzicht van de veranderingen, welke bij deze wet in het tarief derzelve plaats hebben.

De artikels van de *hoepels*, de *specerijen* en het *koper*, (zegt hij) kunnen niet anders dan doelmatig beschouwd worden.

Doch inderdaad, (vervolgt hij) de gelijkstelling der regten op het Chinasche en Ceylonsche *kaneel*, schoon het laatste 6 à 7 maal meer waarde dan het eerste heeft, kan niet anders dan door mistasting, door gelijkheid van benoeming, veroorzaakt zijn. Maar waarom, vraagt hij, zijn dan de regten op de *peper* niet vermindert? Drie gulden inkomend regt, en twee gulden uitgaande regten de 100 pond, één gulden waaggeld en vijftien per cent syndicaat, bezwaart, zoo hij beweert, dit artikel van eene waarde van 20 schelling met 13 per cent, waarvan het gevolg is, dat alle ladingen naar Hamburg en Bremen gaan, en dat dus zich dit tot eene bloote consumtie bepaalt; zoo dat hier door een artikel van behoefte en een voortbrengsel onzer Oost-Indische bezittingen gedrukt wordt.

Een verhoogd uitgaand regt op het oud *koper*, (zegt hij al verder) is noodig, is nuttig tot bescherming der kopermolens; belangrijk, door de brandstof, die haar bezigen; door de waarde, welke zij de gronden, dewelke die voortbrengen, bijzetten; door het werk, dat zij den dagloners in een en ander verschaffen. Doch, even als Z. M. gewild heeft, dat de armée met inlandsche stof gekleed wierd, ware het ook raadzaam de Departementen en Administratiën te gelasten, zich bij voorkeur van het inlandsch koper te bedienen, opdat wij eenmaal, wanneer die fabrieken, door gebrek aan vertier, zullen te niet gegaan zijn, niet van vreemde natien in dat vak afhankelijk mogen worden. Danken wij ook, (zegt hij) Z. M., dat het Hoogstdezelve behaagd heeft, aan de onlangs, door een aantal reeders, gedaan verzoek gehoor te verleenen, alsmede dat er bij het Ministerie van Marine inlandsche bodems gebezigd worden. Want om den uitvoer van vreemd gefabriceerd koper, ter bevordering onzer kopermolens, hooger te belasten, zoude niet raadzaam zijn, uithoofde dat de buitenlandsche commissien zouden benadeeld, en alzoo die tak van handel gestremd worden. Ook beweert hij, dat het koperen der schepen, waartoe dat vreemd koper gebruikt wordt, veel vertier geeft voor den scheepsbouw en handel in hout, waardoor vele arbeidsloden verdiend worden; en zoo dit ook te veel belast wordt, (zegt hij) dan ook zou dit voor ons belangrijk vak der reeds nu kwijnende timmerwerken verloren zijn, en de daarmede in verband staande vakken zich geheel naar elders verleggen.

Die scheepsbouw, die scheepstimmerwerken, en de daarmede zoo naauw verbonden scheepvaart, geven hem aanleiding om bij het artikel *ijzer* een oogenblik stil te staan. Niet, dat hij iets tegen datgeen, en zoo als het in deze wet geïnserceerd is, heeft (het is tot wering van fraudes, en die moeten altoos geweerd worden); doch de ondervinding van een proefjaar, de uitkomst, heeft bewezen, dat de nooit gehoorde 20 maal verhoogde belastingen op het vreemd ijzer, door welke het leven en de eer van zoo vele duizenden in



## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

de waagschaal gesteld worden, dat men niet heeft kunnen ontkenen, dat voor veel gebruiken onomgankelijk noodig is, niet alleen een allernadeeligst gevolg voor vertier en handel heeft gehad, maar ook een zeer nadeeligen invloed op de scheepstimmerwerken, die genoegzaam stil staan, vermits de vreemde schepen, na de ontlading, naar Oost-Vriesland en elders vertrekken om te kalefaten, alwaar zulks merkelijker goedkooper is, door den onbezwaarden invoer van dat ijzer.

Eertijds namen de Amerikanen, (vervolgt hij) dit ijzer, deels als ballast, deels voor hun gebruik, mede; zij namen tevens Silezische linnens als retouren. Wat doen zij nu, (vraagt hij) nu gebruiken zij noch het een noch het ander? Berooven zij er zich van? Of wel brengen zij ons inlandsch ijzer, onze Vlaamsche, onze Haarlemsche linnens? Hebben de laatste geen debiet zonder dat? Is het vertier van de eerste vermeerderd? Neen. En dit voorbeeld bestaat. Een Amerikaansch schip, hetwelk hier aangekomen is, vertrekt om ballast naar Hamburg of Bremen, neemt daar het vreemd ijzer in, omdat het onze hem niet in zijne behoeften dienstbaar is, en dewijl de Silezische linnens aldaar niet met zware lasten gedrukt zijn; want prohibitien of hooge belastingen op een of ander artikel, (zegt hij) kunnen wel te weeg brengen, het niet alhier ter markt komen, maar niet dat vreemden het zich elders aanschaffen.

En zijn dan nu onze fabrieken door die hooge regten veel gevorderd, (vraagt hij); heeft men die nu meer vertier verschaft? Heeft men nu de schatkist merklijk gestijfd? Neen, niets van dat alles, (zegt hij) en echter is de handel, die ware steun van het Rijk, nutteloos belemmerd.

Het artikel van het *blik*, (gaat hij voort) levert een treffend bewijs op, dat geen linien van douaniers in staat zijn de fraude te voorkomen, zoo de winsten tegen de gevaren kunnen opwegen; het behoort mede tot die artikelen, die door hunnen, sedert de ingevoerde verhoogde regten, niet gestegen prijs, bewijzen, dat hooge regten den handel schade doen, zonder de fabrieken voordeel aan te brengen; immers (te meer daar de voorraad niet groot is, tijdens de introductie der wet van den 3den October) is dit artikel moeten in prijs rijzen, en dit is zoo weinig het geval geweest, dat het eerder gedaald is. Immers zal er, (zegt hij) volgens de berekeningen, door de bijvoeging der hooge regten, niet uit Engeland kunnen aangebragt worden. Hij kan zich niet verbeelden, dat eene verhooging van regten op den invoer van vreemd *blik* (toegegeven, dat datgene, hetwelk in onze fabrieken gemaakt wordt, even goed en deugdzzaam is als het vreemde), doelmatig is; ja hij durft vaststellen, dat het schadelijk is, om dat die fabrieken het niet benodigd hebben, met vreemden te kunnen wedijveren, want de grondstof, het ijzer, bezitten zij in zich zelve, en de prijzen van het tin stonden hier gelijk met die in Engeland en elders. Het eenig gewoon aangevoerd wordend argument voor hooge regten, de bevordering, de benodigdheid voor de fabrieken, vervalt, dus ook; deze belasting brengt dus noodeloos den handel schade aan, terwijl zij tevens, al zij het dan ook slechts aanleiding of verzoeking tot fraude geeft. Hij durft dus ook gerustelijk staande houden, dat, zoo (gelijk indedaad het geval is), het billijk is, dat de in- en uitgaande regten der gezouten *huiden* gelijk gesteld worden met die der gedroogde, het den bal geheel misgeslagen is, de hooge regten der laatste op de eerste toe te passen, en die beide niet, even als bij het plakaat van 1725, op 2 pCt. te brengen; want, wat men er van zeggen moge, dat het niet genoegzaam bewezen zoude zijn, dat de uitlandsche looijerijen slechts een klein en niet meer dan drie achtste der hier te lande vallende huiden verwerken of behoeven, omdat de Engelsche en andere buitenlandsche looijerijen de Nederlandsche huiden in groote hoeveelheid trekken, niet-tegenstaande zij zich van West-Indische kunnen voorzien, zoo zal de onverkoopbare voorraad van die inlandsche huiden toch ontegenzeggelijk bewijzen, dat die 7 maal verdubbelde belasting hoogst schadelijk is voor de veeteelt, zoo belangrijk voor den akkerbouw, beide in de Zuidelijke en Noordelijke gewesten, die reeds, door de in vele steden zoo noodzakelijke belasting op het slagtvee, merklijk bezwaard is.

Vruchteloos zoekt men dan ook de reden, (zegt hij) waarom de uitgaande regten te land hooger dan die ter zee zijn. Hij vraagt of het eene daad van vijandschap tegen Duitschland is, omdat deszelfs uitgaande regten naar herwaarts doorgaans lager zijn, dan die van Engeland. Is het om-dezen belangrijken tak verder te vernielen, (vraagt hij al verder) of is het eene erkenning daarvoor, dat Engeland de voor deze natie zoo schadelijke navigation-acte in stand houdt? De vermindering der regten op den uitvoer van onbereide elands-harten, en ree-huiden van 15 op 8 pCt., zoude doen veronderstellen, dat men ten opzichte van dit artikel (en de tijd en ondervinding zullen het in alles bewijzen)

niet hier maar in Duitschland, en wel bijzonder te Frankfort en Leipzig, op de mis gesleten wordende en een' belangrijken tak uitmakende, zelf gepenetreerd wordt, dat hooge regten den handel vernietigen, zonder de schatkist of fabrieken voordeel aan te brengen. Maar, waarom dan het kwaad, (vervolgt hij), terwijl men het kent, slechts te lenigen, en het niet geheel weg te nemen, door het op den, bij plakaat van 1725 bepaalden voet, tot 2 pCt. terug te brengen. Zoude dit de eigenliefde kwetsen, vraagt hij al verder? Maar is het dan eene schande, tot datgene terug te komen, hetwelk men zelf als een meesterstuk van commerciële wetgeving afgeschilderd heeft; hetgeen al de schokken, (zegt hij) die de Nederlandsche gewesten ondergaan hebben, doorgestaan heeft; hetgeen zelfs, onder eenen Franschen Koning, door de ondervinding gelouterd, niet heeft verdronken kunnen worden; hetgeen een waardig en cordaat lid der Zuidelijke Provinciën, bij de discussien over dit stelsel van belastingen, niet geaarzeld heeft te zeggen: »dat den Noordelijken gewesten geweld aangedaan werd, wanneer men hun van datgeen liet afzien, waarbij zij zich zoo goed bevonden hadden." En zoude het dan al te groote verzaking van eigenliefde geweest zijn, of nog zijn, om dwalingen te laten varen, en op dit meesterstuk, waaromtrent de ondervinding het pleit voldongen heeft, terug te komen en op het Koninkrijk der Nederlanden toe te passen?

Het kan, volgens zijne meening, niet in twijfel getrokken worden, dat in alle landen, hetzij van landbouw, handel of fabrieken, het getal der verbruikers veel grooter is, dan dat der voortbrengende; en dat dus de belangen der eerste vooral niet uit het oog te verliezen zijn, en dat zij niet dan door onbelemmerden handel, de goederen ter beste prijzen en waar verkrijgen kunnen. Hier haalt hij het volgende gezegde van le Say aan:

» Un Gouvernement qui défend absolument l'introduction de certaines marchandises, établit un monopole en faveur de ceux qui produisent les marchandises dans l'intérieur, contre ceux qui le consomment. Car ce sont les producteurs qui sollicitent la prohibition; ils disent que c'est pour l'intérêt de l'Etat, mais il est clair que ce n'est que leur intérêt seul, et ce qu'ils gagnent est tiré de la poche de leur voisin, d'un habitant du même pays."

En het is niet genoeg, (zegt hij) een aantal handen arbeid te verschaffen, indien dit niet kan geschieden, zonder andere welligt meer belangrijke takken tot nadeel te strekken.

Hij citeert nog het volgende:

» Si la nation ne peut pas produire les mêmes marchandises au même prix, ce n'est pas un avantage pour elle de les produire; car c'est la preuve que son industrie, de même que ces capitaux, peuvent être employés d'une manière plus avantageuse. Car si elle peut les produire au même taux que l'étranger, elle aura la préférence. Les consommateurs ne vont pas chercher au loin ce qu'il trouvent chez eux aux mêmes prix et qualité."

Hetgeen hieromtrent, (vervolgt hij) in naburige landen en bijzonder in Engeland, plaats heeft, kan met geenen billijken grond, ter wederlegging van het bovenstaande, aangevoerd worden, omdat niet alleen hier tegenover staan het plaats gehad hebbende onder Colbert en Frederik den Groote, als wanneer men het schadelijke en ontoereikende van prohibitieve stelsels ondervonden heeft; maar ook, omdat de omstandigheden, de localiteiten, de topographische ligging van die landen geheel met die van het onze verschillen. En hebben wij, (vraagt hij) bij gelegenheid, dat de handel op Botany-Baai onderstand vorderde, als zich zonder dat niet staande konnende houden, den heer Baring, in het Engelsch Parlement, niet hooren betoogen: »dat men dan dien handel moest laten varen, want dat een tak, die zich zelve niet kon onderhouden, geene bescherming waard was."

Hij weet niets nieuws voortgebracht, niets gezegd te hebben, dan hetgeen even zoo en met meer klem en welsprekendheid is aangevoerd geworden; maar, (vraagt hij) kan de waarheid te veel herhaald worden, en is het niet mogelijk, door die herhaald te hooren, dat zij eenmaal gehoor en ingang vinde? Geheel belangloos zijnde tusschen handel en fabrieken, noch direct noch indirect in een van beiden geïnteresseerd, doch, geboren en opgevoed in eene provincie, welke, volgens officieel verslag, bij het openen der vergadering aan de Staten van dat Gewest gedaan, in 1815, 11 miljoen pond boter, 27 miljoen pond kaas, 120 duizend huiden voortgebracht hebben; waarin nog 2000 fabrieken bestaan; die weleer de zetel van den handel was, en daardoor zich, toen en nog, zoo merkbaar in staat vindt, 's Rijks schatkist te schragen, heeft hij gemeend, over een onderwerp, waarin hij eenige algemeene kennis in de oeffenschool der ondervinding mogt opgedaan hebben, eenigzins te mogen uitweiden. Hij haalt vervolgens de volgende woorden van Montesquieu aan:

» Lorsqu'un Etat se trouve dépeuplé par la guerre, peste, ou famine, il y a ressource. Les hommes qui restent, peuvent con-



## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

server l'esprit de travail et d'industrie, ils peuvent chercher à réparer leurs malheurs. Le mal est incurable, lorsque la dépopulation vient de longue main par un vice intérieur."

Ten slotte uit hij den wensch, dat niet eenmaal het tot nog toe aangenomen stelsel den ondergang van Neêrlands handel ten gevolge moge hebben, en de dagelijks afnemende bevolking der groote koopsteden, het stilstaan der fabrieken, de voorboden zijn, van de weleer bloeiende steden in visschers dorpen, in schamele hutten, en de welige velden in onbebouwde gronden te zien veranderen.

De heer **van Markel Bouwer** (1) zegt, dat, op welke wijze hij ook moge denken over de beginselen, waarop de wet op de Convoijen en Licenten van den 3den October 1816 gebouwd is, en over den geest, welke daarin doorstraalt, hij het niet te min hoogst gevaarlijk acht, zoo lang de ondervinding de ondoelmaticheid niet ten duidelijkste heeft aangetoond, daarin eenige veranderingen te maken, waardoor deze algemeene strekking zoude kunnen lijden. Integendeel houdt hij het voor nuttig aan de Administratie der Convoijen en Licenten die middelen toe te staan, waardoor het oogmerk, hetgeen men zich in het maken van bovengenoemde wet heeft voorgesteld, in dien geest gevoegelijk kan worden bereikt. Dit is dan ook de reden, dat hij in de meeste veranderingen en bijvoegselen, bij de thans in overweging zijnde project-wet voorgeslagen, gereedelijk toestemt.

Geheel anders, (zegt hij) is het gelegen met het laatste artikel van dit project, waarbij eene belasting op het met vreemde schepen ingevoerde zout wordt voorgesteld: dit staat, naar zijn inzien, noch met de beginselen van de wet van den 3den October 1816, noch met de algemeene strekking, in eenig verband, en de bedenking, welke tegen dat artikel, en de nadeelige strekking bij hem is opgekomen, is hem van dat gewigt voorgekomen, dat zoo deze, hetzij door de discussien op dat onderwerp, hetzij door de inlichtingen van den Directeur-Generaal, niet kan worden weggenomen, hij daardoor alleen verhinderd zal worden, zijne toestemming aan de voorgeslagen wet te kunnen geven.

Hij stelt zijne bezwaren kortelijk voor, in dezer voege:

De Nederlandsche vaart met eigen schepen, (zegt hij) is in staat, om het zout uit buitenlandsche steden, en voor dezelfde prijzen, als door vreemde schepen geschiedt, aan te voeren, of zij is hiertoe niet in staat. Uit het voorstellen van de onderhavige wet zelve, verklaart hij, noodzakelijk tot het laatste te moeten besluiten. Want waartoe, vraagt hij, zal het wegnemen van alle vreemde concurrentie in het eerste geval kunnen dienen?

Hij stelt dus vast: vooreerst, dat het zout, door eigen schepen, niet tot zoo lagen prijs als door vreemde kan worden aangebragt; ten tweede, dat, door het wegnemen van alle concurrentie van vreemden, hetgeen door de buitengemeene hoogte der voorgeslagen regten volstrekt het gevolg dezer wet zijn moet, aan deze Nederlandsche schepen zoodanige voordeelen zullen worden toegevoegd, waardoor zij in staat gesteld zullen zijn, voor het vervolg, alleen in onze behoeften te voorzien.

Deze voordeelen nu zullen, volgens zijne meening, alleen bestaan in hogere vrachtpenningen; dan wie zal (vraagt hij) deze betalen? Zeker niet de verkoper van het zout in Spanje, Frankrijk of Engeland; misschien zal, integendeel, (zegt hij) een hooger regt op het zout, met Nederlandsche schepen uitgevoerd, hiervan het gevolg zijn. Evenmin, (vervolgt hij) zullen deze hogere vrachtpenningen door den koopman in Nederland gedragen worden, die ze wel zal voorschieten, maar zeker ook, met renten en assurantie, van den laatsten afnemer terug vorderen. Deze nu, (zegt hij) zijn de buitenlanders, voor zoo ver het zout weder wordt uitgevoerd, of onze eigen ingezetenen, voor zoo verre het in dit Rijk wordt gebruikt. De buitenlanders zullen ons, zoo hij begrijpt, zeker in het vervolg minder vragen van eene koopwaar, welke wij, zonder teruggave, bij den invoer, met 75 pCt. gaan belasten; hierdoor zullen onze zoutkeeten en in het algemeen ieder, die bij onzen invoer belangt heeft, lijden; het grootste gedeelte dus, ja bijna het geheel, dezer meerdere vrachtpenningen zal door de ingezetenen van dit Rijk worden goedgedaan en gedragen. Veronderstellende, dat men hem zal antwoorden, dat de Nederlandsche vaart hier juist in dezelfde rangschikking valt met de fabrieken, in wier voordeel de gelijksoortige vreemde waren bij den invoer belast worden, erkent hij dit in een zeker derde waar te zijn; dan hier geldt het, (zegt hij) een voorwerp van eerste en algemeene noodzakelijkheid; een voorwerp, hetgeen reeds met 225 tot 250

pCt. van deszelfs waarde voor den gebruiker belast is; terwijl de daarop bij deze wet voorgeslagen belasting alleen nog tot 80 pCt. van deszelfs oorspronkelijke waarde loopen kan.

Wanneer men, (vervolgt hij) al het koren, met vreemde schepen hier te lande ingevoerd, met 80 pCt. wilt belasten, om aan onze eigen schepen dit transport bij uitsluiting te gunnen, dan nog zullen deze beide belastingen niet gelijk staan.

Het koren wordt hier alleen met deze belasting verhoogd, terwijl, in het onderhavig geval, eene even noodzakelijke behoefte, waarvan ons land niet het kleinste gedeelte voortbrengt, en die wij, door onze financiële wetten, voor den gebruiker reeds met 240 pCt. bezwaard hebben, nog met 75 à 80 pCt. bij den invoer zal belast worden.

Wanneer wij, (gaat hij voort) hadden kunnen goedvinden, om, in den voorleden jare, toen de granen tot het drievoudige van de gewone prijzen gerezen waren, den aanvoer met vreemde schepen daarvan met nog 72 pCt. van dien prijs te belasten, zouden de beide gevallen bijna gelijk staan; dan met welken naam, (vraagt hij) zou men zoodanig gedrag bestempelen?

Of het begunstigen van eigen vaart in het algemeen zoo wenschelijk is, of het in dezen tijd zoo zal aan te raden zijn, zal hij thans niet onderzoeken. Hij zal zich voldaan houden, wanneer zijne boven opgegeven bedenking, gegrond op het belasten voor den gebruiker van een artikel van eerste noodzakelijkheid, dat door de indirecte belasting reeds tot een' hoogen prijs is opgevoerd, voldoende zal zijn opgelost.

De heer **Metelerkamp** (1) verklaart, thans niet voornemens te zijn, in een onderzoek te treden van het stelsel van uitgaande en inkomende regten, hetgeen bij de wet van den 3den October is vastgesteld geworden; een stelsel, waarmede hij toen vermeend heeft zich niet te moeten vereenigen, en hetwelk hij alsnog nadeelig voor de nationale welvaart en voor de belangen der schatkist beschouwt.

Dit stelsel, (zegt hij) is eenmaal door de meerderheid dezer Kamer als eene proefneming aangenomen geworden; de heer Directeur-Generaal heeft gezegd, dat het tijdvak van één jaar voor deze proefneming te kort was. Hij neemt dit gaarne aan, en bepaalt zich dus nu tot de vraag, of de bij deze wet voorgedragen veranderingen tot eene wezenlijke verbetering van het stelsel zelf strekken?

De bepalingen, bij het eerste artikel voorgesteld, behooren tot het wezen der wet van den 3den October, en, voor zoo verre die eene verbetering in de perceptien en eene vermindering der zwarigheden van het onvrije territoir schijnen in te houden, zal hij geene zwarigheid maken zich daarmede te vereenigen.

Doch geheel anders is het gelegen met de voorgestelde veranderingen in het tarief; met leedwezen ziet hij daarin eene strekking tot vermeerdering van de reeds zoo hoog gedreven regten, waarmede hij zich, zoo lang hij niet van het verkeerde zijner denkbeelden overtuigd is, nimmer zal vereenigen.

De voornamste grond, welke voor deze hooge regten wordt aangevoerd, is het belang der fabrieken. Hij zegt, niet overtuigd te zijn dat de belangen van landbouw, fabrieken en koophandel werkelijk onderling strijdig zijn; hij houdt het integendeel daarvoor, dat de onderscheiden takken der volksvlucht elkander de hand moeten bieden, om de nationale welvaart ten toppunt te voeren.

Doch dit daar gelaten, zoo schijnt het hem toe, dat dit vermeend belang der fabrieken, bij de vermeerdering van het transito-regt van 3 tot 4 pCt, op laken, casimieren en dergelijke stoffen, niet in het oog is gehouden, daar de belangrijkste fabrieken van Verriers deze vermeerdering als ten uiterste nadeelig beschouwen; of ten minste volgt hieruit, zoo als men uit het antwoord van den Directeur-Generaal vermeent te moeten opmaken, dat het belang der fabrieken onderling strijdig, en dus niet geschikt is om als maatstaf van een stelsel van Convoijen en Licenten te worden aangenomen.

Uit dit voorbeeld blijkt dan ook, volgens hem, wederom, dat men, door het aannemen van een prohibitief stelsel, zich in onoverkomelijke zwarigheden inwikkelt, en niet alleen noodzaak wordt tusschen de belangen van koophandel en fabrieken, maar zelfs tusschen de belangen van fabrieken en fabrieken, eene zeer moeilijke keuze te moeten doen.

Hij kan niet ontveinen, dat de zoo groote vermeerdering van uitgaande regten op de inlandsche drooge huiden bij hem de gedachten niet doen ontstaan, dat er bijzondere redenen daarvoor

(1) Zie *Nederlandsche Staats-Courant* n° 59 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1040 (Fransch).

(1) *Nederlandsche Staats-Courant* n° 59 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1040 (Fransch).

## XVII. Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief. (Ber. o. h. w.-o.)

bestonden; intusschen vindt hij, bij het door den Directeur-Generaal gegeven antwoord, geene andere, dan die van het belang der leerlooijerijen. Het moest vreemd schijnen, (zegt hij) dat dit belang zulk eene aanmerkelijke plotselinge verhooging vordert, en dat het dan bij de wet van den 3den October niet meer in aanmerking is genomen. Dit belang kan, volgens hem, te meer twijfelachtig schijnen, daar vele, zoo niet de meeste onzer leerlooijerijen, vreemde huiden gebruiken.

Doch dit zelfs aangenomen, (vervolgt hij) dan doet zich nog de vraag op, waarom eene zoo rijke bron der nationale welvaart, als de veeteelt, moet belast worden, om de grondstoffen voor eenen anderen tak der volksvlucht tot lagere prijzen verkrijgbaar te stellen. Dit toch, begrijpt hij, is het eenig oogmerk en moet de eenige uitwerking dezer belasting zijn; want, hoe groot ook de binnenlandsche consumtie dezer huiden moge wezen, zoo kan immers dit hooge uitgaande regt geene andere bedoeling hebben, dan om de prijzen der inlandsche drooge huiden te doen dalen.

Met genoegen ziet hij de vermindering in het uitgaande regt op het spijouter; of deze vermindering genoegzaam en of het houden van den middenweg in dit geval verkieslijk zij, schijnt aan twijfel onderhevig te zijn.

Ten einde in geene herhalingen te vervallen van hetgeen reeds door anderen zijner geëerde medeleden is aangevoerd, onthoudt hij zich van verdere aanmerkingen, en voegt er alleen nog dit bij, dat de zware belasting op het zout, bij dit ontwerp van wet voorgesteld, hem voorkomt alleen te moeten strekken, om den prijs van een voorwerp van allereerste noodzakelijkheid, hetgeen reeds zoo aanmerkelijk belast is, nog meer te verhoogden, en dus eenen nieuwen last op de mindere klassen der maatschappij te leggen, zonder dat hij daarin eene wezenlijke aanmoediging voor onze nationale scheepvaart kan vinden, daar toch geene schepen alleen daarvoor zullen worden uitgerust, om een zoo onkostbaar voorwerp, als het zout, hetgeen gewoonlijk als ballast wordt ingevoerd, te gaan afhalen.

Deze bedenkingen op het voorgedragen ontwerp van wet aan het oordeel der Vergadering onderwerpende, (zegt hij) dat de loop der verdere deliberatiën hem in het uitbrengen zijner stem zal bepalen.

**M. Gendebien** (1): Que les peuples nos voisins repoussent les produits de notre travail, quand ils confectionnent les mêmes objets, c'est une conséquence de l'indépendance des nations, et de la préférence que chacune se doit à elle-même.

Mais que nous prohibions indirectement, par l'excès de nos taxes, l'écoulement des produits de nos fabriques, c'est une conception fautive et une aberration législative.

Je veux parler des produits de nos hauts-fourneaux dont la sortie est virtuellement prohibée par un droit de 2 fl. au quintal.

Une fonte du poids de quinze cents livres vaut soixante florins; pour obtenir de la transporter en France, il faut payer trente florins au bureau de notre douane.

Cependant de quoi se compose cette valeur de soixante florins? D'un florin environ de minerai, de vingt florins de bois, de trente-neuf florins de main-d'œuvre.

Rien n'est plus intéressant pour l'Etat que le salaire de la main-d'œuvre. L'étranger, qui achète quinze quintaux de notre fonte, paye, à notre classe ouvrière, trente-neuf florins.

Nos provinces, riches en mines de fer, sont boisées, et leur sol trop inégal, trop froid, trop pierreux, ne saurait être cultivé. La justice veut donc que la loi ne prohibe pas indirectement de consommer nos charbons de bois dans nos hauts fourneaux.

Nos mines de fer sont aussi des propriétés, dont nos lois doivent soutenir la valeur.

J'ai sous les yeux cette noble maxime, sortie de la bouche de Portalis, magistrat vertueux autant qu'éclairé: *Les lois ne sont pas de purs actes de puissance, ce sont des actes de justice et de raison.*

Eh bien! j'ose interroger la conscience de la Chambre: repousser la main de l'étranger qui offre à nos ouvriers, dépourvus de travail, trente-neuf florins pour les manipulations diverses d'une fonte du poids de quinze cents livres, est-ce un acte de justice et de raison? Ou plutôt, n'est-ce pas manifestement un pur acte de puissance, un abus formel.

Repousser la même main qui offre, pour obtenir cette fonte, vingt florins aux propriétaires des forêts déchuës de toute valeur, est-ce un acte de justice et de raison?

Si la force liait les bras de nos mineurs, de nos bûcherons, de nos voituriers, de nos forgerons, pour les empêcher de gagner le pain nécessaire à leur existence et à la sustentation de leurs compagnes et de leurs enfants, les magistrats du Ministère public requerraient des tribunaux la répression de cette force, et le châtiment de ses auteurs. Et nous, si nous enchaînons ces mêmes bras par les liens de la puissance, serons-nous à l'abri de la justice? Non, l'Eternel, juge des législateurs, vengera sur nous l'oppression des pauvres, dont il se plaît à être le père d'une manière plus spéciale.

Les propriétés boisées sont sous l'égide des lois aussi bien que les autres propriétaires. Nous laissons à nos grains un libre écoulement à l'étranger, et nous défendons indirectement d'employer nos charbons de bois dans nos hauts fourneaux.

Un hectare de bois, de la croissance de vingt ans, vaut maintenant, dans nos contrées de mines de fer, 40 florins; et pour arriver à cette époque de vente, il a fallu payer vingt fois la contribution foncière et les dépenses de la conservation.

Cette contribution foncière n'était pas connue dans la principauté de Liège, où sont nos meilleures mines de fer. Le Prince-Evêque, d'accord avec les Etats, laissait sortir les fontes contre la retenue d'une taxe légère, qui répond à six sous de notre monnaie actuelle par quintal. C'était une branche considérable des finances de cet Etat.

Imitons cette sage conduite, et profitons des leçons de l'expérience, puisées dans une province qui fut toujours régie paternellement; et à qui nous devons un prélat éclairé, vertueux, sage, et des magistrats dignes de toute notre estime.

Si notre loi des douanes, au lieu d'aggraver les charges de la sortie des fontes, leur assurait un libre écoulement, tarifé à six sous du quintal, nos finances percevraient sur l'étranger un produit de deux cent mille florins et plus.

Les forêts de nos provinces limitrophes reprendraient une valeur, sans laquelle elles ne pourraient pas supporter la contribution foncière. Nos bras seront employés et nos mines de fer seront exploitées.

Mais quel prétexte spécieux a pu faire élever à deux florins la taxe sur la sortie de cent livres de fonte? Un sophisme a été employé pour cacher le véritable motif puisé dans l'intérêt de quelques citoyens.

Voici ce sophisme: les fontes sont susceptibles de recevoir la malléation qui emploie des bras, et des charbons de bois et de terre; ne laissons pas sortir nos fontes avant qu'elles aient reçu la malléation. Le vice de ce raisonnement gît dans sa conclusion où l'on suppose, contre la vérité notoire, que l'étranger reçoit nos fers en barres comme nos fontes indistinctement; or, la France, dont le territoire est contigu à nos provinces de Luxembourg, de Namur, et à la partie orientale de la province de Hainaut, où sont nos mines, nos forêts et nos bras dépourvus de travail, reçoit nos fontes taxées à un franc le quintal, et nos fers en barres à 9 francs et 8 centimes, c'est-à-dire qu'elle reçoit nos fontes et qu'elle repousse nos fers.

Supposons qu'un membre de la Chambre des Députés de France propose de tarifer excessivement haut la sortie des vins du Midi, en disant qu'il faut les réduire en eau-de-vie pour profiter des avantages attachés à la distillation. Il lui serait répondu: l'étranger demande nos vins et repousse nos eaux-de-vie; il faut donc lui vendre selon qu'il est disposé à acheter.

Quinze quintaux de fonte mallées dans nos forges produisent onze quintaux et demi de fer en barres, et cette quantité moindre en poids vaut un tiers en sus; mais si la France n'achète pas nos fers, tandis qu'elle achète nos fontes, il est évident qu'il faut nous résoudre à lui vendre nos fontes.

On demandera quel intérêt peut avoir suggéré de prohiber indirectement la sortie de nos fontes. Ici les intérêts se divisent. Les propriétaires des hauts fourneaux, voisins des forges de France, profitent par la vente de leurs fontes. Les maîtres des forges, dont les usines sont plus éloignées des forges de France, gagnent beaucoup à la défense de la sortie des fontes, parce qu'ils les obtiennent à meilleur compte, parce que les bois destinés à être charbonnés se vendent à vil prix, parce que les prix de la main-d'œuvre baisse en raison de la surabondance.

Maintenant il est aisé de juger lequel de ces deux intérêts opposés doit recevoir l'appui du Gouvernement. Le premier soutient la valeur de nos bois, emploie nos bras et notre minerai; le second avilit les mêmes éléments: donc c'est le premier qui doit être protégé.

En France, dans la supposition indiquée ci-dessus, les intérêts des distillateurs et des propriétaires des vignobles seraient aussi en opposition: mais il est évident que la préférence serait donnée à ces derniers.

Si nous avons parlé en faveur de la sortie des fontes, nous ne

(1) In le Journal de la Belgique n° 55 komt deze rede in haar geheel voor. Zie ook den hoofdzakelijken inhoud in de Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) n° 1041 en 1042 (Fransch); Nederlandsche Staats-Courant n° 62 (Hollandsch).



(XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

tiendrons pas le silence à l'égard de l'entrée des fers étrangers.

La France taxe à un franc la sortie de ses fontes, elle taxe l'entrée des fers à 9 francs et 8 centimes par quintal.

Nous taxons la sortie de nos fontes à 4 francs, et nous taxons l'entrée des fers étrangers aussi à 4 fr.; ainsi nous prétendons que l'étranger paye 60 fr. à nos douanes pour acquérir une quantité de nos fontes dont il fera 11 quintaux et demi de fer, et nous autorisons l'étranger à nous vendre 11 quintaux et demi de fer en barre, en payant à nos douanes 42 fr. environ.

Le résultat de cette législation bizarre est, que nos fontes ne s'écoulent pas, et que les fers étrangers affluent chez nous.

Dans les matières où l'expérience doit influencer principalement sur les délibérations du législateur, il n'est pas seulement permis, il est nécessaire de consulter la conduite des peuples voisins qui se trouvent dans une position analogue à la nôtre.

La France ne confectionne pas assez de fer pour sa consommation; notre Royaume peut en confectionner beaucoup au-delà de ses besoins. Cependant elle laisse sortir ses fontes au droit d'un franc par quintal; elle admet les fers mallés au droit de 9 francs et 8 centimes par quintal.

La conduite de la France indique que notre législation, pour être raisonnable, doit laisser sortir les fontes au droit de six sous par quintal, et admettre les fers étrangers au droit de trois florins par quintal. Je dirais même, si j'osais émettre ma pensée toute entière, que le droit à l'entrée des fers étrangers devrait s'élever à trois florins et dix sous par quintal.

On fait deux objections contre cette taxe d'entrée. On dit que nos fers sont d'une qualité inférieure aux fers étrangers. On dit aussi que c'est lever un impôt sur notre consommation de fers étrangers.

Ceux de nos honorables collègues, qui ont vu nos pompes à vapeur, et nos chariots du poids de vingt-cinq mille livres, gravissant ou descendant les montagnes entre Charleroi et Bruxelles, savent à quoi s'en tenir sur le nerf de nos fers.

Quant à la seconde objection, si vous voulez la faire disparaître, élevez le droit assez haut pour qu'il n'entre plus de fers étrangers.

Mais restons au taux, que mes vœux appellent, de trois florins ou trois florins dix sols par quintal. L'Etat lèvera cet impôt sur ceux qui employeront du fer étranger.

J'en conviens, mais je réponds que c'est un remplacement nécessaire et juste des impôts directs et indirects dont cet emploi de fers étrangers frustre le Trésor. Cette pensée est exactement vraie; notre concitoyen, qui, par préjugé ou autrement, achète pour six cent florins de fer d'Allemagne ou de Suède, a frustré nos mines de fer de dix florins, nos propriétaires de forêts de 200 fl., et nos ouvriers employés dans les fourneaux et forges, ou pour leur service, de 390 fl.; or, il est manifeste pour quiconque connaît les détails des impositions, que ces sommes ainsi distribuées et dépensées ensuite dans l'intérieur du Royaume, auraient valu au fisc une somme plus considérable que la taxe qu'il prélève sur un achat de fers étrangers de la valeur de 600 florins.

S'il est évident, que l'intérêt de nos finances réclame la préférence pour nos fers, il n'est pas moins évident que l'intérêt de notre sol, de nos concitoyens, de notre industrie et de notre prospérité nationale, réclame plus hautement encore la même préférence.

Nos forêts donnent des produits à leurs propriétaires et des taxes à l'Etat; il faut en soutenir la valeur à péril de les perdre entièrement, car le sol n'est susceptible que de produire du bois.

Un père de famille n'a pas de numéraire; mais il possède des champs, des vignes, des bois, des prés, et un bétail proportionné; ses nombreux enfants sont laborieux, cultivent ses propriétés et confectionnent tous les articles de leurs consommations; la famille prospère, multiplie, et son sort est assuré pour l'avenir.

Un autre père de famille possède les mêmes avantages. Malheureusement il a un trésor, où il puise, ainsi que ses enfants. Les étrangers adroits et attentifs viennent en foule offrir les produits de leur sol et de leur industrie. Le trésor s'épuise, les enfants ont laissé en friche l'héritage paternel, ils n'ont pas cultivé les arts ni les métiers, ils sont habitués à l'oisiveté, ils tombent dans l'indigence et deviennent la risée de l'étranger.

Pour apercevoir l'étendue du mal attaché à ces achats considérés, faits chez nos voisins, il suffit de s'appliquer à connaître en combien et en quelles mains la somme, envoyée au-dehors, aurait été distribuée à l'intérieur si le consommateur, plus ami de son pays, avait eu le bon esprit d'y faire son achat.

Nous avons fait la distribution d'une somme de six cent florins; payée pour un achat de fer sorti d'une de nos forges; le propriétaire de forêts en reçoit 200 fl. qui couvrent vingt années de sa contribution foncière, dont il a fait l'avance, et qui pour le surplus lui tiennent lieu de fruits de sa propriété. Le propriétaire de la mine de fer reçoit dix florins, dont le quart lui reste comme

émolument de sa mine; les trois autres quarts sont distribués comme le salaire de la main-d'œuvre des mineurs. Les 390 fl. restant sont répartis entre des journaliers de toutes classes, qui payent avec ce salaire de leurs journées la consommation de leur famille; or le fisc intervient dans toutes les consommations pour lever ses impositions directes et indirectes.

L'époque n'est pas éloignée où le fisc, ayant établi ses calculs, et ayant reconnu que le fer indigène lui rapporte le double du fer étranger, insistera avec nous pour obtenir que les droits d'entrée soient élevés notablement. La France, qui n'a pas assez de fer indigène pour ses besoins, taxe l'entrée des fers étrangers à 9 fr. 8 centimes par quintal; nous qui avons surabondance de fer fabriqué dans nos forges, qui avons des bras suffisamment, qui avons des bois devenus sans valeur, qui avons abondamment du minéral, nous taxons les fers étrangers à quatre francs le quintal; il est évident que notre tarif est notablement au-dessous du taux que réclament tous nos intérêts.

Le commerce n'aura pas à se plaindre s'il s'applique à acheter des fers étrangers pour les revendre à l'étranger, puisque ses négociations, en ce cas, ne sont pas atteintes par nos taxes.

Le projet de loi rend hommage, à l'égard des bouchons de liège au principe qu'il faut nous réserver la main-d'œuvre.

L'entrée est taxée à trente du cent de la valeur. Cependant il n'y a qu'une seule et très-simple main-d'œuvre qui confectionne le bouchon, tandis qu'une barre de fer a employé mille mains. Le liège vient de l'étranger. Nos minerais, nos bois, sont des produits de notre sol, et des produits qu'il faut utiliser, si nous ne voulons pas ruiner les propriétaires des forêts, et causer un vide notable dans le produit des domaines et dans les recettes du fisc.

Ce que j'ai dit du fer, est applicable aux autres métaux, tels que le plomb et le zinc.

Pour juger aussi combien est grande la perte de l'Etat dans un achat de plomb étranger de la valeur de mille florins par exemple, il faut suivre l'emploi de la même somme distribuée à l'intérieur en paiement de plomb de notre cru. C'est, à peu de chose près, la même répartition que nous avons indiquée pour le fer, à la réserve que la main-d'œuvre est beaucoup plus considérable.

Certes, en cette partie, la sagacité du fisc est en défaut; il recevrait réellement par ses taxes directes et indirectes, si nos plombs indigènes étaient préférés, le décuple de la taxe qu'il lève à l'entrée des plombs étrangers.

Si cette observation parvient jusqu'à lui, nos plombs indigènes seront bientôt favorisés par un droit plus élevé sur l'entrée des plombs étrangers.

Nous ne craignons pas ici le prétexte qu'on emploie à l'égard du fer, puisqu'il est incontestable que les plombs, venant des mines de Vedrin, sont les meilleurs à tous égards.

Ce qui a lieu d'étonner davantage, c'est que les diverses préparations du plomb, comme le blanc de sêruse, le minium, la litharge, n'obtiennent pas, à beaucoup près, la même faveur que les bouchons de liège. Cependant le plomb ne reçoit des changements divers que par l'emploi de notre main-d'œuvre et de nos combustibles.

En général, notre tarif ne protège pas assez notre industrie, notre main-d'œuvre et notre sol. Les économistes qui le parcourent, sont portés à croire qu'à l'égard de nombreux articles il est plutôt l'ouvrage de l'étranger que le nôtre.

Le temps, la persuasion, et l'union plus intime du commerce, de l'industrie et de la propriété du sol, amèneront les heureuses améliorations que mes vœux ne cessent d'appeler.

Je m'étais proposé de parler sur d'autres articles encore; mais je m'aperçois que j'ai épuisé la portion de temps que la Chambre peut accorder à chacun des membres qui ont demandé la parole. Mon vote sera dirigé bien plus par la discussion qui est ouverte, que par mes propres pensées. Je réserve de l'arrêter après que les débats seront fermés.

**M. Serruys** (1): Je partage l'opinion de ceux de nos honorables collègues qui ont envisagé comme insuffisantes les modifications apportées à la loi du 3 Octobre 1816 et au tarif des Droits d'Entrée et de Sortie; mais je diffère avec eux d'opinion quant à certains objets.

J'ai entendu faire la critique de la disposition du nouveau projet de loi qui soumet au droit d'un florin par cent livres les sels importés dans le Royaume par navires étrangers, et moi, de toutes

(1) In l'Oracle n° 67 komt deze rede in haar geheel voor. Zie ook den hoofdzakelijken inhoud in de Nederlandsche Staats-Courant n° 63 (Hollandsch); Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) n° 1042 (Fransch).

XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

les modifications qu'on vous présente, je considère celle-ci comme la plus juste, la plus utile, et la plus nécessaire.

Et en effet, lorsque la France, d'Angleterre, l'Amérique et d'autres nations favorisent si éminemment leur propre navigation, en imposant à de plus hauts droits les marchandises importées ou exportées de leur pays par navires étrangers, pouvons-nous, devons-nous rester en arrière?

Et comment aurions-nous des marins, comment aurions-nous une marine militaire et marchande, si nous n'encourageons pas la navigation?

N'avez-vous pas, il y a deux jours, sanctionné des primes en faveur de la pêche d'Islande, parce que, comme l'a observé le Ministre de S. M., l'état a besoin de matelots et que la pêche les forme?

Nous devons donc, de toutes les manières, encourager la navigation nationale. Le moyen qu'on vous propose en est un; mais il n'est, à beaucoup près, pas suffisant.

Mais, a-t-on dit, en imposant le sel importé par navires étrangers, on exclut la concurrence des étrangers, et il en résultera une augmentation dans le prix de cette denrée, parce que, dit-on, peu de nos navires sont expédiés uniquement pour nous apporter du sel.

C'est une erreur manifeste; naguères, plus de cent bâtiments des ports des Provinces Méridionales étaient constamment employés au transport et au cabotage du sel; et ce sel n'était alors pas seulement destiné à la consommation de ces provinces, mais aussi à celle de quelques départements de France, à en approvisionner les pays d'Outre-Meuse, et même quelques parties de l'Allemagne.

Aujourd'hui, les trois quarts de tous nos bâtiments sont désarmés et pourrissent dans les ports faute d'emploi. La mesure proposée a pour but de les sauver du déperissement total dont ils sont menacés, et elle n'augmentera pas d'une obole le prix de cette denrée, parce que nous n'aurons pas un grain de sel de moins; nous en avons eu une preuve bien évidente, lorsque sous le régime de l'arrêté du 27 Octobre 1814, le sel importé par navire étranger était grevé d'un droit d'entrée, et celui importé par navire national, libre de tous droits.

Tout l'effet que cette mesure sage produira, c'est que nous nous approvisionnerons nous-mêmes, tandis que nous le sommes aujourd'hui par des étrangers, à qui, outre le prix de la marchandise, nous payons encore le fret.

D'ailleurs, et comme l'a justement observé M. le Directeur-Général, les retours de la Méditerranée consistent principalement en sel, et au moyen de cet encouragement, nos navires ne seront plus obligés de retourner sur leur lest.

Il n'y a donc pas d'ombre de motif fondé pour s'opposer à cet encouragement, qui est un bienfait réel et nécessaire pour la navigation nationale, à la prospérité de laquelle l'Etat a le plus grand intérêt.

Pour le surplus, j'ai vu avec peine, par les réponses de M. le Directeur, consignées dans le rapport de la Section Centrale, qu'alors, qu'il reconnaît lui-même que plusieurs observations faites sont d'un grand intérêt, il déclare qu'on n'a pas pu, cette fois-ci encore, y faire droit, et que les améliorations, sur lesquelles ces réclamations portent, seront seulement le sujet de ses méditations lors de la révision successive et annuelle de la loi du 3 Octobre 1816.

On a donc adopté pour système de ne pas proposer les améliorations dès qu'on en aperçoit l'utilité, mais successivement et d'année en année! J'avais cependant toujours cru, et je crois encore, que le bien ne peut jamais s'opérer trop tôt. D'ailleurs, il y a des choses qui sont indépendantes de toute expérience et dont la saine raison commande le changement.

N'est-il pas évident, par exemple, que l'art. 46 de la loi du 3 Octobre est contraire à tout principe de justice, en ce que la peine qu'il prononce n'est pas proportionnée à la contravention prétendue?

Ne sait-on déjà pas que le droit exorbitant de 3 pour cent a détruit le transit? Ainsi, de deux choses l'une, ou il faut dès-à-présent modifier ce droit, ou dire ouvertement qu'on ne veut pas de transit, afin que le commerce sache à quoi s'en tenir.

N'est-il pas constant aussi que le droit d'entrée sur le poisson de pêche étrangère eût été mieux établi au poids qu'à la valeur, puisqu'en le percevant à la valeur, le poisson entre à-peu-près sans droit.

Il ne faut non plus aucun effort d'esprit pour savoir, si on veut ou non permettre, comme autrefois, la réexportation par mer et sans droits, des marchandises déposées dans l'entrepôt du premier abord.

On sait aussi, à n'en pas douter, que les quincailleries et les différentes espèces de métaux ouvrés ne sont pas assez clairement désignés ni convenablement tarifés, et qu'il en résulte de graves inconvénients pour le commerce.

Et il ne faut, pour faire droit aux réclamations sur ces objets,

et sur beaucoup d'autres que je passe sous silence, ni un an, ni un mois, ni même huit jours. On auroit donc pu, je pense, dès aujourd'hui même, proposer des améliorations convenables aux articles dont je viens de parler; mais puisque, et je ne sais réellement pourquoi, telle ne paraît pas être l'intention, il faudra bien s'en reposer, à cet égard, sur les soins du Gouvernement et espérer qu'on n'aura pas fait en vain les réclamations déjà reconnues justes, et parmi lesquelles il s'en trouve qui peuvent faire l'objet de dispositions réglementaires.

D'après tout cela, je voterai, mais presque à regret, en faveur du projet de loi, pour éviter un plus grand mal qui résulterait de son rejet.

M. Wasseige (1) ne s'est pas proposé de parler sur le projet de loi soumis à la discussion. Son vote affirmatif eut suffisamment prouvé que, quoique l'intérêt de nos fabriques et manufactures laisse beaucoup plus à désirer, les dispositions de cette loi lui ont paru mériter l'assentiment de la Chambre. Mais deux de ses collègues ayant agité de nouveau, et dans un sens contraire au système qui a prévalu jusqu'ici, la question importante de savoir: s'il est plus convenable au bien être du Royaume de laisser libre la sortie des fontes que de la charger de droits, il est de son devoir, comme appartenant à la province de Liège, qui est le véritable siège de la forgerie, d'exposer les faits et de développer des raisonnements qui, combinés avec ceux sur lesquels repose l'opinion des partisans de la libre sortie, mettront la Chambre en état d'asseoir, en pleine connaissance de cause, un jugement sain et impartial sur cet objet.

Pour procéder avec ordre dans un examen qui est digne de toute l'attention de cette Assemblée, il se reportera à l'époque immédiatement antérieure à la réunion de la Belgique et du pays de Liège à la France. Alors les limites Méridionales qui séparent ces deux pays de la France, étaient précisément les mêmes que celles qui forment, du même côté, la frontière du Royaume des Pays-Bas. Alors aussi les fourneaux à fondre la mine de fer, et les forges étaient dans la même situation, et les relations ainsi que les rapports de notre forgerie, avec le Royaume de France, étaient absolument les mêmes. Ce qui se passait alors, en ce qui concerne les douanes, jette donc sur le présent la lumière de l'expérience, et fournit un exemple qui ne paraît pas devoir être dédaigné.

Eh bien! poursuit-il, le tarif des douanes d'alors établit les droits de sortie sur les fontes ou sur la gueuse, et ceux sur les fers en barres, de manière à ce qu'il n'existât aucune différence entre les uns et les autres, c'est-à-dire qu'il n'y avait ni avantage, ni bénéfice à exporter les uns plutôt que les autres. Par ce moyen tous les maîtres de forges, possesseurs, soit de hauts fourneaux, soit d'affineries, étaient sur la même ligne, et aucun n'avait intérêt à transporter en France la manipulation des fontes en barres, manipulation qui, par là, était conservée pour le pays, lequel profitait de l'emploi de la main-d'oeuvre et des combustibles qu'elle exigeait. Il examinera maintenant par comparaison, si le tarif du 3 Octobre 1816 s'écarte de ses dispositions, ou plutôt s'il n'y est pas entièrement conforme.

Nos fers en barre et en verges sont libres à la sortie; mais la France les impose, à l'entrée, à 92 francs les mille livres. Elle n'impose, au contraire, les fontes qu'au modique droit de 11 francs les mille livres; d'où il infère déjà qu'elle ne pourra pas se passer de nos fers en gueuses, puisque si sa forgerie lui en fournit, elle n'aura pas de raison de favoriser, et ne favorisera pas l'entrée de nos fontes.

Mais pour ne point s'écarter de son sujet, il observe que, pour obtenir 1000 livres de fer en barres, il faut 1500 livres de fonte. Or, les 1000 livres de fontes étant imposées à un droit de sortie de deux florins, les 1500 livres coûtent 30 florins que le syndicat élève à f 34 — 50 ou à 73 francs, lesquels ajoutés au droit d'entrée que lèvent les douanes Françaises, n'atteignent pas encore les 92 francs que supportent les fers en barres et en verges; en sorte que la sortie des fontes pourrait paraître même plus favorisée, si la loi ne devait pas faire attention que les frais de transport des fers en barres reviennent à un tiers de moins que ceux du transport des fers en gueuse. Aussi, notre système actuel des douanes a fait revivre, à cet égard, en ce qui concerne la forgerie, l'état de choses qui était le fruit de l'expérience du passé.

Il parcourt à présent les autres événements qui y ont amené successivement des changements. La Belgique et le pays de Liège, ayant été réunis à la France, il n'y eut plus de barrières au

(1) Zie Nederlandsche Staats-Courant n° 64 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (Gazette Générale des Pays-Bas) n° 1042 en 1043 (Fransch).



XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

commerce de la forgerie. La France continua à faire une grande consommation de nos fers en barres et en verges; il dirait même que l'activité de la forgerie fut beaucoup augmentée, parce que cette circonstance concourt encore à prouver, que la France ne peut se passer de nos fers de seconde et de troisième manipulation; et ce qui, suivant lui, est digne de remarque, c'est que les fourneaux qu'elle possède dans son Département des Ardennes, au voisinage des nôtres, viennent s'approvisionner de l'excellent minerai dont abondent les cantons de Walencourt, de Florennes et de Couvin, faisant aujourd'hui partie de la province de Namur; minerai qui, avant la réunion, était prohibé à la sortie comme il l'est encore à présent.

Il dit que cette dernière circonstance est digne de remarque, puisqu'elle sert encore à prouver que les fourneaux Français étant privés de notre minerai, le besoin de recevoir nos fers en barre se fera toujours plus impérieusement sentir dans les Départements limitrophes à nos frontières Méridionales, si nous persistons invariablement à leur refuser nos fontes, sans lesquelles il n'y a plus ou presque plus de barres à fabriquer dans les forges Françaises qui sont établies dans ces mêmes cantons. Aussi est-il bon de savoir encore, pour rendre cette conséquence plus saillante, que dans le courant de l'année dernière, la France a fait la demande à notre Gouvernement de pouvoir importer chez elle une certaine quantité de notre minerai de fer, demande que S. M. lui refusa.

Mais il poursuivra la série des changements sur lesquels il croit devoir encore appeler l'attention de la Chambre. Par le traité de Paris du 30 Mai 1814, (dit-il) les cantons de Florennes, de Walencourt, de Beaumont et de Chimay sont restés à la France, qui se trouva ainsi en possession 1°. de notre meilleur minerai; 2°. de la majeure partie de nos hauts-fourneaux; et 3°. d'un certain nombre de nos affineries dont le restant peut s'alimenter des fontes provenant des hauts-fourneaux que nous avons conservés. Un système de douanes fut adapté à cette position! Celui du 26 Octobre 1814 a prohibé l'importation des fers en gueuses; c'est évidemment pour protéger les fourneaux qui nous étaient restés. Eh bien! Les intéressés aux affineries situées en Belgique sollicitèrent alors la liberté d'introduire des fontes nécessaires, disaient-ils, pour activer leurs forges, et s'inquiétaient peu de la crainte de paralyser les fourneaux Belges. Mais il survint un ordre de choses absolument opposé à celui-ci par l'effet du second traité conclu à Paris, le 20 Novembre 1815; traité par lequel les quatre cantons désignés ci-dessus, avec les districts de Couvin, Mariembourg et Philippeville, furent retrocedés à notre Royaume. Cet ordre de choses, (dit-il), est celui d'aujourd'hui d'après lequel la totalité des hauts-fourneaux, si l'on en excepte 3 ou 4, qui sont restés à la France et s'alimentent de mauvais minerai, est devenue une dépendance de notre Royaume, avec la partie la plus notable des affineries, puisque la France n'en a conservé que 17 dont 8 sont la propriété d'habitants des Pays-Bas, tandis que les neuf autres appartiennent à des Français.

Ce seul aperçu topographique, (continue-t-il) doit faire concevoir que les raisons, qui militaient antérieurement pour défendre l'importation des fontes Françaises à l'effet de protéger les fourneaux indigènes, exigent que les fontes qui proviennent de ces fourneaux, devenus de nouveau indigènes, ne puissent être facilement exportées, et cela afin de favoriser les affineries de ce pays-ci, qui, manquant de fontes ou ne pouvant exporter leurs produits, tomberont infailliblement dans l'inactivité. Et cependant, (dit-il) c'est cette exportation de nos fontes que quelques personnes veulent voir rendue tout-à-fait libre.

A Dieu ne plaise, (poursuit-il) que j'aye l'intention de les soupçonner, guidées par un esprit d'intérêt personnel; mais quoiqu'il puisse en être, toujours est-il certain que le maître de forges, qui pourra exporter librement ses fontes en France, pour les y convertir en barres, aura sur ceux qui ne pourront y livrer que des barres, un avantage de 73 francs par mille livres, puisqu'il ne devra payer à la France que fr. 16.50, pour introduire chez elle 1500 livres de fonte, tandis que l'introduction de 1000 livres de fer en barres devra supporter un droit de 92 francs. La différence de 79, 50 à 92 francs étant pour les frais de transport, que les fontes coûtent de plus.

Il est donc manifeste, suivant lui, que ce système de liberté causera la ruine des affineries indigènes; et que la seconde manipulation des fers, qui consiste à convertir les fontes en barres, ne tardera pas à s'établir en France, où l'on verra bientôt s'élever des forges dans tous les endroits qui y seront propices; manipulation qui est cependant pour notre Royaume d'une importance aussi grande que l'est celle de la fusion de la mine en gueuses, puisque sur une valeur de 200 francs de fer en barres il n'y entre que pour environ 105 francs de fonte, l'excédent de 95 francs étant

le prix de la main-d'œuvre et de combustibles employés à la seconde manipulation.

Mais, dit-on, si nous ne fournissons pas nos fontes à la France, lui livrerons-nous nos barres?

Il avoue que les droits élevés dont le tarif des douanes Françaises frappe l'entrée des fers en barres pourront donner quelque poids à la négative. Mais il ne faudra pas perdre de vue, que ce tarif est conçu dans un système tout-à-fait prohibitif en faveur des fabriques et manufactures déjà existantes, et que la France bute à s'approprier toutes les manufactures aux dépens de ses voisins. Voilà le motif évident pour lequel les fers en barres sont atteints par un droit de 92 francs, lorsque les fontes sont admises au moyen du paiement de fr. 16.50.

S'il n'était pas suffisamment connu que la France manque de fer indigène dans les Départements limitrophes à nos frontières Méridionales; si l'on ne savait pas que dans tous les temps les fabriques d'armes de Charleville et de Maubeuge ne sont alimentées que par des fers en barres provenant des forges des Pays-Bas ou du pays de Liège, des faits récents nous en fourniraient encore la preuve. En effet, (dit-il) dans le cours de l'année 1816, la France a laissé sortir de la mine de fer, dite de St. Pancras, pour être convertie en fonte et en barres par les maîtres de forges de la province de Luxembourg, à condition que tous les produits lui en seront exclusivement livrés. Dans le cours de la même année encore, le Conseil-Général du Département des Ardennes s'est adressé à son Gouvernement pour introduire de notre Royaume en France, par certains bureaux, si pas en exemption, du moins avec une forte diminution des droits d'entrée, plusieurs millions de livres de fer en barre et en verges. Ajoutons à cela: 1°. la modicité de droits d'entrée établis sur les fontes; 2°. l'autorisation demandée par la France, de pouvoir s'approvisionner de nos minerais; et l'on ne sera pas étonné (ce qui est encore une exacte vérité pour compléter la preuve qu'il a entreprise) que, malgré les droits élevés sur les fers en barres et en verges, il s'en fasse déjà de nos forges un écoulement assez considérable.

Un autre objection se puise dans la crainte, que la France ne s'approvisionne des fers de Suède ou d'Angleterre; mais cette crainte est vaine, et quelques mots suffiront encore pour le démontrer. Le tarif Français s'applique indistinctement à tous les fers, de quelque pays qu'ils arrivent; donc aussi bien aux fers d'Angleterre et de Suède, qu'à ceux du Royaume des Pays-Bas. Cependant les premiers, quoi qu'intrinsèquement à meilleur compte, viennent-ils jusques dans les Départements des Ardennes, de la Marne, etc. Que l'on réfléchisse un instant, qu'ils ne peuvent être introduits que par des ports tels que ceux de Dunkerque et de Calais; que l'on calcule ce que coûterait le transport, et l'on demeurera bientôt d'accord qu'il est impossible qu'ils viennent jamais en concurrence avec les nôtres dans les Départements où nous les livrons.

Mais la France ne modifiera-t-elle pas son tarif à leur égard? Vaine crainte encore; car s'il est jamais possible que les fers Anglais ou Suédois entrent un jour en France, c'en sera fait dans tout le Royaume de toute la forgerie qui, comme l'on sait, est une branche d'industrie et de commerce très-importante et très-florissante pour plusieurs des Départements méridionaux de cet Etat.

Il n'a pas parlé jusqu'ici que dans l'intérêt de la forgerie; mais celui des propriétaires de bois n'est-il pas froissé par le système en vigueur, concernant la sortie des fontes?

La négative paraît encore certaine; il tâchera de la justifier par une seule considération, qui est, que s'il peut y avoir plus de fourneaux en activité par la sortie libre des fontes, il y aura moins d'affineries qui travailleront; donc l'emploi du combustible diminuera d'un côté, en raison de ce qu'il augmentera de l'autre, ce qui établit une compensation.

Il abandonne en toute confiance, au jugement de la Chambre, les considérations qu'il vient d'avoir l'honneur de lui soumettre, guidé par le seul motif de la prospérité de notre industrie manufacturière. Appelé en qualité de député du commerce et des fabriques de sa province, en 1814, à concourir à la rédaction du tarif du 26 Octobre; en 1815, à jeter les bases d'un traité de commerce avec la France; et en 1816, à préparer le projet sanctionné le 3 Octobre, il a suivi avec attention les effets des opinions qui ont prévalu dans une assemblée, où les commerçants et les fabricants les plus distingués de toutes les provinces du Royaume ont apporté le tribut de leurs connaissances et de leur expérience. Le tarif du 26 Octobre est prohibitif et nos fabriques ont repris vigueur sous son règne. Il est rétroactif envers la France, et la France a été la première à demander à notre Gouvernement des concessions, qui sont devenues le prélude à la conception d'un traité de commerce. D'autres circonstances ont amené d'autres dispositions, d'autres mesures. Il s'est toujours confié, et il se confie encore, dans la sage et protectrice sollicitude du Roi; nous en avons

XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

déjà ressenti des effets salutaires. Mais la France lui semble devoir continuellement fixer nos regards. Il a signalé ses projets relativement à notre forgerie: elle repousse nos fers en barres pour obtenir nos fontes; et non contents de lui livrer notre charbon de terre, dont il lui est impossible de se passer, nous lui restituons encore l'impôt indirect que nos fabriques supportent.

La France, (dit-il en terminant), frappe de droits prohibitifs nos cuivres fabriqués, nos chaudrons, nos fils de laiton, et elle reçoit notre cuivre jaune fondu en blocs ou en plaques, notre calamine et notre zinc. Des chaudronneries et des filières de laiton sont déjà établies chez elle par des ouvriers qu'elle a attirés de nos usines. Bientôt elle se passera de nos fourneaux. Elle refuse nos faïences, nos pipes, et nous lui fournissons nos terres à faïence, à pipe, à porcelaine, à creuset, etc. Elle a prohibé nos cristaux et déjà elle possède une manufacture de cristaux aussi belle que l'une de nos plus importantes, dont nous avons par-là déjà perdu les deux tiers. Elle ne veut ni nos draps, ni nos armes, ni notre coutellerie, ni nos toiles, ni nos cotons, et nous recevons ses vins, ses huiles, ses poteries, et enfin ses articles de mode et de luxe.....! Nous cède-t-elle, de son côté, ses écorces à tan et ses charbons de bois, quoiqu'elle ne puisse les consommer tous? Non, parce que ce sont des matières premières qui favoriseraient nos manufactures; voilà ses principes. Où cet état de choses aboutira-t-il? S'il n'y a pas moyen de le changer, il laisse à en prévoir et à en apprécier les conséquences.

**M. van Alphen** (1) porte la parole, et dit que, d'après les éclaircissements nés de la discussion, il ne bornera aux observations suivantes:

La loi, objet de la délibération actuelle, est (dit-il) une conséquence du système commercial existant; c'est sous ce rapport que doivent être considérées les modifications proposées. Il s'est demandé si ces changements empireront l'état du commerce, et si tel a été, ou pu être, le but. De bonne foi, il ne le croit pas. Il est même convaincu que l'on a résisté à un grand nombre de réclamations tendantes à obtenir des droits encore plus élevés, et c'est pour lui d'un favorable augure; car opposer de la résistance à une impulsion dangereuse, c'est un pas de fait vers les bons, les véritables principes. Il tâchera donc d'oublier que le système actuel des forts droits et celui des vexations de tout genre, qui en est la conséquence nécessaire, sont diamétralement contraires à sa manière de voir, et considérera uniquement ces modifications sous le point de vue de leur utilité relative dans le sens du système actuel.

Il croit volontiers qu'au total les changements proposés n'empêcheront pas l'état du commerce, qu'ils contiennent de bonnes et de mauvaises dispositions; mais que les premières dominent sur les autres.

Il désirera toutes fois que l'on lui démontre la probabilité que les hauts droits mis sur certains articles ne seront pas éludés par le moyen de la contrebande. Le fait, que le fer-blanc n'a pas haussé de prix, malgré les droits auxquels il se trouve déjà imposé, semble lui prouver qu'à cet égard le contrebandier a remplacé l'honnête négociant.

Il désire encore qu'il lui soit plus complètement démontré, que les modifications, faites à la partie législative de ce projet, tendent au but et sont dans l'intérêt du commerce et de l'honnête négociant.

Rien, (dit-il), n'est plus difficile que de tenir la balance de l'équité dans un système de droits élevés; chaque intérêt particulier élève la voix, et on ne peut point en privilégier un sans en froisser un autre. — Vient ensuite la difficulté, la presque impossibilité de l'exécution. — Le grand inconvénient de ce système tient à notre situation géographique, à des obstacles locaux que l'on ne peut écarter que par un moyen, les mesures de Buonaparte, moyen destructif de tout commerce. Il pense que, tant que ce moyen ne sera pas ou ne pourra pas être employé, tout autre mesure sera infructueuse.

Il entendra tous les éclaircissements qui pourront être donnés sur ce point, et se prononcera ensuite.

Il termine par une observation, qui lui paraît être simple, fondée et d'une acception générale: ce qui est vrai, démontré et reconnu à l'égard du commerce des grains, ne saurait être faux et erroné à l'égard d'autres articles. Au contraire, (poursuit-il) les considérations d'une importance majeure qui pourront justifier une exception en faveur des grains, n'existent pas pour tout autre article d'une

moindre nécessité. Or il est vrai, démontré et reconnu, que le commerce qui n'est point grevé de droits immodérés, atteint toujours le triple but qui est:

1°. d'obtenir toutes choses de la meilleure qualité et au plus bas prix possible;

2°. de procurer le prix le plus avantageux pour toute espèce de travail et d'industrie, en ce qui est production ou valeur;

3°. de régler, de généraliser le prix de toutes choses, toutes mesures, qui n'admettent pas une distinction complète, étant infructueuses.

Il ne craint pas de le dire, la guerre commerciale qui se fait aujourd'hui réciproquement en Europe, au moyen de prohibitions, cette sorte de guerre, (dit-il) est la pire de toutes les erreurs, la plus corruptrice des immoralités. Elle est fautive dans son principe, erronée dans sa tendance, et funeste dans ses conséquences; elle appauvrit, démoralise l'Europe et nécessite en partie le maintien de grandes armées, en ce qu'elle met en jeu toutes les passions, et provoque un malaise général. Ne peut-il pas ajouter: que l'isolement forcé, dans lequel se trouvent les nations, est absolument en opposition aux excellents principes de la sainte alliance Chrétienne, dont l'accomplissement ferait le bonheur de l'Europe, si les désirs les plus sincères suffisaient pour parvenir à ce but.

**M. de Surlet de Chokier** (1) prend ensuite la parole. Il impute le mode adopté par la Chambre et consistant à voter sur une loi prise en masse. Il eût préféré, que l'on discutât les lois par articles ou par divisions; cela lui paraissait nécessaire surtout à l'égard d'une loi relative à des droits d'entrée et de sortie. On peut très-bien se prononcer pour ou contre les droits établis sur tel ou tel article, tandis que, suivant le mode de voter proposé, on se trouve obligé, ou d'adopter, ou de rejeter le tout. En ce qui le concerne, il se bornera à adopter le projet, convaincu que ce projet, pour contenir quelques mauvaises dispositions, en renferme un grand nombre de bonnes. Mais il croit devoir motiver ainsi son vote, afin de se mettre à l'abri des reproches de ceux, qui se croient lésés par le projet de loi, et de se dispenser de recevoir des remerciements de ceux-là qui pourront y voir leur avantage.

**M. Dotrege** (2) partage le sentiment du préopinant touchant le vice de cette manière de voter sur une loi, qui contient tant de dispositions différentes qui n'ont rien de commun entr'elles. Il exprime son attente que ce mode de voter, s'il n'a pas été introduit à dessein, pourra être changé dans la suite, comme étant vicieux. Il pense qu'il vaut mieux, au cas actuel, adopter quelques dispositions qui ne lui semblent pas bonnes, que de s'exposer à voir rejeter les autres. Il s'étend ensuite sur quelques articles particuliers, à l'égard desquels le tarif est changé ou modifié, tels que les cuirs, le fer-blanc, la dentelle, le fer, le sel, etc. Il termine en disant qu'il votera pour la loi.

**M. Wichers**, Directeur-Général des Convois et Licences, (3) obtient la parole. Il croit pouvoir se dispenser de répondre aux objections et observations faites à l'égard de la loi et du tarif des Convois et Licences, tant pendant cette séance, qu'antérieurement dans les Sections, pour autant que ces objections et observations n'ont pas directement rapport au projet de loi qui fait l'objet des délibérations actuelles.

Il ne doute point, que toutes ne puissent être intéressantes pour l'avenir et qu'elle donneront lieu au Gouvernement, aussi bien qu'à l'Administration des Convois et Licences, à faire des applications utiles; mais il doit remarquer également et en général, que beaucoup et la plupart de ces observations ont fait pendant l'année passée l'objet de nombre de mémoires, réclamations et pétitions, qui ont été pesés et examinés scrupuleusement et avec le plus grand soin.

Beaucoup de changements proposés tendent vers un but opposé et présentent des contrastes pour résultat; d'autres ne sont pas suffisamment fondés, ou appuyés de fausses informations; d'autres enfin sont de nature à exiger plus de temps pour donner la con-

(1) Zie den hoofdzakelijken inhoud dezer rede in de *Nederlandsche Staats-Courant* n° 65 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas* n° 1043 en 1044 (Fransch).

(1) Van deze rede is slechts een zeer kort overzicht te vinden in de *Nederlandsche Staats-Courant* n° 65 (Hollandsch); en in de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas* n° 1044 (Fransch).

(2) Gelijke opmerking als de vorige geldt ook voor deze rede.

(3) Zie *Nederlandsche Staats-Courant* n° 65 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas* n° 1044 (Fransch).



XVII. *Veranderingen en wijzigingen in de wet betreffende de heffing der regten van in- en uitvoer en het tarief.* (Ber. o. h. w.-o.)

viction, que les avantages réclamés sont compatibles, et se trouvent en harmonie avec l'intérêt général.

Il se bornera donc à répondre aux objections faites contre le projet de loi dont il s'agit; et plus ou moins appuyées pendant les délibérations actuelles.

Beaucoup de membres qui se trouvent présents, se sont, (dit-il), prononcés contre l'article qui concerne le sel, en se fondant sur l'assertion que l'élévation du droit d'entrée sur cet objet, introduit ou importé avec des navires étrangers, serait un impôt, qui, cumulé avec le droit perçu par l'Administration des Impositions Indirectes, deviendrait insupportable pour les habitants; qu'au surplus ce droit établirait un monopole, incompatible avec le système libéral du Gouvernement; enfin que ce droit d'entrée qui équivaut à-peu-près à une prohibition et qui s'oppose à toute importance de sel par navires étrangers, peserait fortement sur le consommateur en faisant hausser le prix.

Il prie Leurs Nobles Puissances de lui permettre de leur observer à ce sujet, que, quand même cette loi établirait un monopole, il n'influerait qu'avantageusement sur tous les habitants de ce Royaume, qui importent le sel des navires nationaux; que la stipulation que l'on a en vue n'a été proposée que sur la demande préalable de grands nombres d'intéressés, qui réclament que l'on favorise et encourage la construction et rétablisse nos chantiers; qu'en outre le paiement de ce droit peut être prévenu, en se servant de navires nationaux, et que sur les bois, le vin, le bled et autres objets, il est moins nécessaire, parce que l'importation de ces articles exige moins d'être encouragée que la navigation sur l'Espagne et la Méditerranée, où les navires trouvent difficilement des cargaisons pour leur retour (cette navigation pouvait donc par la mesure proposée être fortement encouragée et soutenue); enfin que, pour ce qui concerne l'objection que cette mesure écartera les navires étrangers, il est vrai, que quoique ce ne soit pas le but de la loi, cela pourra bien en être une suite; mais que dans ce cas, le droit ou l'impôt cesserait d'exister, attendu qu'il ne frappe pas l'objet dont il est question, introduit par navires nationaux.

L'on a observé, (dit-il), relativement à la proposition de stipuler que, lors de la sortie des marchandises qui passent en transit, les plombs doivent être reconnus sains et non altérés, que cette mesure peut exposer l'honnête négociant à des vexations, attendu qu'éloigné de ses marchandises, il ne peut prévenir le dégât que peut occasionner aux plombs le transport par eau ou terre. Il observe à cet égard qu'une administration bienfaisante a des moyens suffisants pour prévenir de pareilles vexations.

Il faut convenir en général, (poursuit-il) que, si le plombage des marchandises (qui se fait chez toutes les nations commerçantes pour prévenir les substitutions ou diminutions), sera de quelque utilité, la loi doit nécessairement déterminer que les plombs doivent être reconnus sains et non altérés; toute altération accidentelle se distingue facilement de celles, faites à dessein prémédité et avec quelque intention repréhensible; enfin, en cas de doute, la visite des marchandises doit dissiper les craintes de tout honnête déclarant.

L'on a ensuite observé, pendant les délibérations, relativement au droit élevé sur le fer-blanc, en premier lieu: que, quoique les fabriques de cet objet méritent la plus grande protection de la part du Gouvernement, et qu'elles doivent être favorisées et soutenues, il ne faut pas en chercher le moyen dans l'élévation des droits sur le fer-blanc venant de l'étranger, mais plutôt le faire en accordant des primes et l'affranchissement des droits d'entrée sur le fer étranger, ou du droit de consommation sur les combustibles dont elles doivent se servir; et en second lieu: que les droits d'entrée sur le fer étranger sont non-seulement trop élevés pour l'importante fabrique de fer-blanc dans ce Royaume, mais que ces mêmes droits occasionnent encore que des vaisseaux étrangers, arrivant à Amsterdam ou ailleurs pour y chercher du fer étranger, vont actuellement à Hambourg ou à d'autres ports pour y chercher le fer qu'ils désirent.

Quant au premier point, il avoue qu'accorder des primes à des fabriques utiles, est une mesure qui ne peut que plaire, et mérite, sous beaucoup de rapports, la préférence à des droits d'entrée élevés; cependant il doit faire remarquer que toutes les abriques, aussi bien que tous les sujets, ont un droit égal à la protection du Gouvernement et des lois, et qu'en adoptant une fois le principe d'accorder des primes et l'exemption, tant des droits d'entrée, que de ceux sur la consommation, la multiplicité des réclamations et exemptions de cette nature, rendrait sans objet la perception de ces droits, ou la réduirait du moins à un objet insignifiant.

La seconde observation n'est aucunement applicable dans l'état actuel des choses. N'y a-t-il donc pas à Amsterdam, à Rotterdam, et ailleurs, des millions de livres de fer étranger en entrepôt,

ou en magasin, comme en entrepôt fictif, pour être réexporté par des navires étrangers, sans avoir été frappé du droit d'entrée de f 2 par cent livres?

Relativement à l'article cuirs et peaux l'on a observé, qu'assimiler le droit de sortie sur les peaux séchées de ce pays, à celui dont sont frappées les peaux salées, est une mesure ruineuse pour l'agriculture, et en contradiction avec le principe, de ne point imposer à la sortie des productions originaires de l'intérieur. Il répond à cela: que le changement proposé sous ce rapport dans la loi, n'est dans le fond autre chose, et n'a d'autre tendance, que celle de mettre l'article du tarif du 3 Octobre 1816, cuirs et peaux, plus spécialement en rapport avec son véritable but. Il faut convenir qu'il n'en a d'autre que celui de laisser d'une part liberté de commerce en peaux étrangères séchées, et de relever et de soutenir aussi d'un autre côté, les importantes tanneries de ce Royaume, en frappant d'un droit de sortie les peaux indigènes. Or comme l'on avait coutume de n'exporter celles-ci que fraîches, ou salées, on les a désignées de cette manière au tarif, et au surplus, parce que l'on croyait le climat des Pays-Bas trop humide, pour bien les faire sécher. Cependant l'expérience a démontré, que, depuis peu l'on a commencé à sécher les peaux indigènes, pour les exporter en opposition au vœu de la loi, en payant seulement le droit de sortie auquel sont soumises les peaux étrangères séchées, manœuvre que l'on a cru devoir déjouer par la mesure proposée au projet de loi.

L'on a observé, relativement à l'augmentation proposée pour le droit de transit sur quelques objets, que cette augmentation serait contraire aux intérêts des fabriques mêmes.

Il peut, pour répondre à cette assertion, déclarer formellement que ce sont les fabricants des objets dont il est question, qui ont sollicité, non seulement cette augmentation, mais même un droit de transit bien plus élevé encore, et cela par les motifs, que les raffineries de sucre et autres fabriques souffrent trop, quant à leur débit pour l'étranger, et ne pourront se soutenir, tant que les fabricants étrangers pourront exporter leurs sucres et manufactures en passant par les Pays-Bas à si peu de frais.

Des recherches exactes ont, (dit-il), confirmé cette vérité, et il laisse avec confiance à la sagesse de Leurs Nobles Puissances, le soin de juger et de décider sur les différents articles dont il s'agit.

Daar niemand meer het woord vraagt, wordt de beraadslaging gesloten verklaard, en het wets-ontwerp houdende veranderingen in de wet van den 3den October 1816 op den in- en uitvoer, in stemming gebracht, met 54 tegen 21 stemmen aangenomen. (1)

Vóór hebben gestemd, de heeren: van Heiden Reinestein, Lycklama à Nyeholt, Della Faille d'Huyse, Faber, A. G. Verheijen, Hope, A. J. J. H. Verheijen, de Lebidart, van Heerdt tot Eversberg, Serruys, van Spaen van Biljoen, Gendebien, van Hees, de Troije, Rosier, van Boetzelaer, de Floen d'Adlercrona, Hennequin, de Moor, Meeus, J. Clifford, de Vaerne-wijk d'Angest, Wasseige, van Lidth de Jeude, Schuylenburch van Bommenede, van Iddekinge, Nagelmaekers, F. J. Dubus, van Lijnden van Hoevelaken, Dubus de Gisignies, de Vinck van Wezel, Reyphins, Dotreng, van Crombrughe, Baesen d'Hautain, Roest van Alkemade, Bentinck tot Nyenhuis, Alberda van Rensuma, Kemper, van Alphen, Collot d'Escury, d'Omalus Thierry, de Codt, de Serret, de Pitteurs Budingen, de Tornaco de Berlo, Membrède, Collard, d'Onyn de Chastre, van Heeckeren tot Kell, de Surlat de Chokier, de Goër, Paul Maibe en de Voorzitter.

Tegen hebben gestemd, de heeren: Metelerkamp, Voet van Winssen, van Markel Bouwer, van Hogendorp, van Sytzama, Repelaer, Duvelaer van de Spiegel, Reigersman, Fontein Verschuur, Bijleveld, van Wassenaeer Pancras, Deutz van Assendelft, Huyssen van Kattendyke, van Panhuys, van Randwijk, van Suchtelen tot de Haere, 's Jacob, Carbasius Bzn., G. Clifford, Pestere van Cattenbroek en Jarges.

De vergadering wordt daarmede gesloten, en gescheiden tot Vrijdag den 20sten Februarij, des voormiddags ten elf ure.

(1) De uitslag der stemming is opgegeven op de presentielijst, gevoegd bij de Officiële Notulen van het gebeurde op dezen dag.